|  |  |
| --- | --- |
| Programme des Nations Unies pour le Développement undp_logo | Mauritanie : Enquête de Perception de la Corruption |
|  | Carte de Mauritanie |
| 22/04/2009 | Rapport final |
|  | Groupement : **DevStat** *Consult* & **Juris** *Consult*  |



Mauritanie : Enquête de Perception de la Corruption

EPCM 2009

[Liste des abréviations et acronymes 3](#_Toc237591940)

[Liste des graphiques 4](#_Toc237591941)

[Liste des tableaux 6](#_Toc237591942)

[RESUME 7](#_Toc237591943)

[I. INTRODUCTION : objectif et contexte de l’enquête 12](#_Toc237591954)

[II. APPROCHE METHODOLOGIQUE 13](#_Toc237591955)

[VII.1 Supports de collecte de données et champs de l’enquête 13](#_Toc237591956)

[VII.2 Echantillonnage 14](#_Toc237591957)

[VII.3 Qualité des données 15](#_Toc237591958)

[III. PERCEPTION GLOBALE DES FORMES DE LA CORRUPTION 16](#_Toc237591959)

[IV. PERCEPTION PERSONNELLE DE LA CORRUPTION 19](#_Toc237591961)

[IV.1 Qualification d’une faveur à un agent public 19](#_Toc237591962)

[IV.2 Qualification du refus d’un agent de prendre de l’argent 20](#_Toc237591963)

[IV.3 Perception de la gravité de la petite et de la grande corruption 20](#_Toc237591964)

[IV.4 Témoignages d’actes de corruption 22](#_Toc237591970)

[IV.5 Influence de la corruption aux niveaux personnels, professionnels et des affaires 24](#_Toc237591971)

[IV.6 Appréciation du niveau de corruption au niveau des secteurs d’activités 26](#_Toc237591972)

[IV.6.1 Degré de perception de la corruption dans des secteurs hors administration 28](#_Toc237591976)

[IV.6.2 Degré de perception de la corruption dans les services de sécurité 30](#_Toc237591977)

[IV.6.3 Degré de perception de la corruption au niveau de certaines fonctions de l’Etat 31](#_Toc237591978)

[IV.6.4 Degré de perception de la corruption dans les services sociaux 33](#_Toc237591979)

[IV.6.5 Degré de perception de la corruption dans les services marchands 34](#_Toc237591980)

[IV.6.6 Degré de perception de la corruption dans les services des finances publiques 36](#_Toc237591981)

[IV.7 Perception de l’étendue de la corruption des élus et agents publics 37](#_Toc237591982)

[IV.8 Perception du degré de corruption par secteurs 40](#_Toc237591983)

[V. LES CAUSES DE LA CORRUPTION 42](#_Toc237591984)

[V.1 Point de vue des chefs de ménages 42](#_Toc237591987)

[V.2 Point de vue des chefs d’entreprises 43](#_Toc237591988)

[V.3 Point de vue des fonctionnaires 44](#_Toc237591989)

[V.4 Synthèse des points de vue des différents enquêtés 45](#_Toc237591990)

[VI. LA JUSTICE 47](#_Toc237591991)

[VI.1 Opinions des usagers 47](#_Toc237591995)

[VI.2 Opinions des professionnels de la justice 49](#_Toc237591996)

[VII. LA DOUANE 51](#_Toc237591997)

[VII.1 Point de vue des usagers des services douaniers 51](#_Toc237592000)

[VII.2 Point de vue des douaniers 53](#_Toc237592001)

[VIII. LES IMPOTS 55](#_Toc237592002)

[VIII.1 Opinions des usagers sur le secteur des impôts 55](#_Toc237592005)

[VIII.2 Opinions des professionnels du secteur des impôts 56](#_Toc237592006)

[IX. LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION 58](#_Toc237592007)

[X. CONCLUSION 61](#_Toc237592008)

[XI. ANNEXES 63](#_Toc237592012)

[XI.1 Questionnaire Ménage 63](#_Toc237592018)

[XI.2 Questionnaire Entreprise 70](#_Toc237592019)

[XI.3 Questionnaire Fonctionnaire 77](#_Toc237592020)

# RESUME

**Présentation de l’Enquête de Perception de la Corruption en Mauritanie (EPCM) :**

**Objectifs de l’enquête.** L’objectif global de l’EPCM est double et consiste, d’une part, à contribuer au suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption, et d’autre part, à contribuer à la mise en œuvre d’une campagne nationale de promotion de l’intégrité.  L’EPCM est une enquête qualitative et sectorielle sur les formes de corruption et couvre de manière approfondie les trois secteurs de la Justice, des Douanes et des Impôts. Elle vise plus spécifiquement à (i) Identifier les formes et pratiques de corruption et la manière dont est perçue chaque forme de corruption par le public ; (ii) Identifier les principaux acteurs concernés par le processus corruptif ; (iii) Identifier les causes de la corruption dans le secteur ; (iv) Déterminer la perception du public des niveaux de corruption et des secteurs les plus touchés, de manière à établir une situation de référence par rapport à laquelle on pourra mesurer les progrès obtenus ultérieurement ; (v) Déterminer la perception du public de la volonté politique de lutter contre la corruption ; et (vi) Permettre d’élaborer des plans d’action sectoriels.

**Echantillon et champ de l’enquête.** Au niveau géographique, le champ de l’enquête couvre les trois villes de Nouakchott, Nouadhibou et Rosso. L’enquête a été effectuée auprès d’un échantillon d’un millier d’unités composé de trois catégories de répondants : (i) 300 ménages, usagers des services publics ; (ii) 400 entreprises, usagers et fournisseurs des administrations dont 200 du secteur moderne et 200 du secteur informel ; (iii) 300 fonctionnaires et agents des secteurs ciblés de la Justice, de la Douane et des Impôts.

**Principaux résultats de l’EPCM :**

**Les différentes formes de corruption.** Une écrasante majorité de toutes les catégories d’enquêtés, soit de 86,3% à 97,8% selon le cas, s’accorde sur l’idée que toutes les formes de corruption existent bien en Mauritanie et souvent de manière courante voire très courante qu’il s’agisse de la corruption transactionnelle, de la corruption dite d’extorsion, de la corruption privative ou du népotisme et du favoritisme. La petite corruption est perçue par 90,9% des ménages soit comme « fâcheuse mais inévitable » soit « grave et à éliminer ». C’est aussi le cas de 94,6% des entreprises et 97,3% des fonctionnaires. En ce qui concerne la grande corruption, l’appréciation faite est qu’elle constitue un fléau grave à éliminer ou fâcheux mais inévitable pour 98% des ménages, 86% des entreprises 95,9% des fonctionnaires.

1.
2. 1.
	2.
	3.

**Perception de la corruption selon les secteurs.** La Police Nationale, les services de santé et des impôts semblent être les plus touchés par le fléau de la corruption et à contrario, la Gendarmerie Nationale et la Justice ressortent comme étant relativement les secteurs les moins touchés. Ce qui est à relativiser par la fréquence de recours aux prestations de ces différents services par les citoyens, les services de police et de santé étant évidemment plus sollicités que la gendarmerie et la justice.

Dans le groupe de secteurs comprenant les partis politiques, le parlement, le secteur privé, les médias, la société civile et les syndicats, les trois catégories de répondants s’accordent à mettre les médias et les partis politiques en tête des structures les plus corrompus de ce groupe.

Parmi les services de sécurité, c’est la police qui est perçue par les différents enquêtés comme le service le plus touché par la corruption grande ou moyenne avec des taux respectifs de 86,2% de ménages, 85,3% d’entrepreneurs et 74,2% de fonctionnaires, ceux qui déclarent la modalité « grande corruption » sont de loin les plus nombreux. Le corps de la Gendarmerie Nationale est perçu comme relativement peu corrompu.

Il ressort aussi que les services en charge de la délivrance d’autorisations semblent être plus touchés par la corruption selon les différents enquêtés en comparaison avec la Justice et l’Etat-Civil.

Les services de santé apparaissent plus touchés par la corruption que les services d’éducation : 69,6% des ménages, 69,8% des entreprises et 56,3% des fonctionnaires perçoivent la corruption dans ces services de santé comme moyenne ou grande.

Parmi les services marchands de télécommunications, d’eau et d’électricité, ce sont les derniers qui sont perçus par le plus grand nombre d’enquêtés comme étant les plus corrompus avec des proportions respectives de 74,4% de ménages, 76,4% d’entrepreneurs et 75% de fonctionnaires qualifiant de moyen ou grand le degré de corruption dans le secteur de l’électricité.

Les différentes catégories d’enquêtés s’accordent à placer les Impôts et la Douane en tête des sous-secteurs financiers les plus touchés par la corruption avec des proportions respectives de 63,1% et 62,3% de ménages qui estiment que le degré de corruption y est moyen ou grand, les mêmes proportions rencontrées chez les entrepreneurs étant respectivement de 74,1% et 75,1% par rapport aux Impôts et aux Douanes. Quant aux fonctionnaires, les taux correspondants sont de 52,7% et 56,5%. Les services du Trésor semblent être relativement les moins corrompus selon la perception des différents groupes d’enquêtés.

**Influence de la corruption.** Les données obtenues permettent de conclure que les différentes catégories d’enquêtés perçoivent à une majorité dépassant les 70% une grande ou moyenne influence de la corruption sur les différents domaines de la vie personnelle, familiale et professionnelle ainsi que sur la bonne marche des affaires.

* 1.
	2.
	3.

**Etendue de la corruption.** A la question de l’étendue de la corruption chez certaines catégories de responsables et d’élus, il ressort des résultats de l’enquête que la modalité « Quelques uns » est la plus fréquente comme réponse donnée par les différentes catégories d’enquêtés avec des proportions variant de 43% à 54,4% des ménages, de 38,8% à 52,8% des entrepreneurs et de 31,9% à 43,8% des fonctionnaires enquêtés. Il est à noter néanmoins que des proportions de 35,8% de ménages, de 42,1% d’entreprises et de 30,7% de fonctionnaires perçoivent les administrateurs locaux (walis, hakem, maires) comme étant presque tous corrompus voire tous corrompus, suivis dans ce classement par les fonctionnaires moyens et subalternes. Les magistrats apparaissent au regard des trois catégories d’enquêtés comme étant les moins corrompus.

En comparant les réponses des enquêtés quant au degré de corruption au niveau du secteur public, du secteur privé et de la société civile, il ressort que le niveau de corruption dans le secteur public est considéré moyen à élevé par 85,6% des ménages, 89,8% des entrepreneurs et 88,3% des fonctionnaires. Le secteur privé aligne des taux respectifs de 62,3%, 66,5% et 73,8% tandis que les chiffres correspondant pour la société civile sont respectivement de 49,5%, 59,3% et 72,7%.

1.

**Les causes de la corruption.** L’analyse combinée des points de vue des différentes catégories d’enquêtés montre que de l’avis général les causes suivantes jouent les rôles les plus importants dans l’existence et l’aggravation du phénomène de la corruption par ordre d’importance décroissant :

* La faiblesse de l'Etat et la prédominance du tribalisme et du communautarisme ;
* La perte des valeurs morales ;
* Les bas salaires des agents publics ;
* La pauvreté de la population ;
* Lourdeur et complexité des procédures administratives ; et
* L’impunité des acteurs de corruption.

**La Justice.**

1.

Les prestations du secteur de la justice sont sollicitées par 37,6% des ménages et 32,1% des entreprises, pour des motifs dans la plupart des cas liés à la délivrance d’actes (60% pour les ménages et 50,4% des entreprises). Une majorité de 70% des ménages usagers déclare avoir payé le prix juste contre 20% ayant déclaré avoir payé au-delà du juste prix. Les chiffres correspondants pour les entrepreneurs sont respectivement 53,4% et 38,1%.

Quant aux raisons invoquées pour le paiement d’un prix supérieur au prix juste de la prestation, Les motifs du paiement supérieur au juste prix avancés sont en premier lieu pour 68,2% des ménages et 77,3% des entrepreneurs le fait de vouloir « faire avancer plus vite un dossier ou le faire avancer normalement », alors que les motifs liés à l’obtention d’un jugement favorable ou d’un acte indu sont avancés par 31,8% des ménages concernés et 22,7% des entreprises concernées.

En ce qui concerne les formes de corruption les plus fréquentes, les pots de vin et commissions sont cités par 47,2% des ménages et 63,7% des entreprises contre respectivement 35% et 25% pour le favoritisme. Cette dernière forme est citée 44,8% des fonctionnaires du Ministère de la Justice comme la forme de la corruption la plus fréquente dans leur secteur, suivie des pots de vins et commissions avec 32,4%, la corruption dite d’extorsion sans service rendu en contrepartie est quasiment marginale (2,8%).

Les conséquences de cette corruption sont considérées comme obstacle au bon déroulement des affaires par 53,7% des ménages et 53,9% des entreprises, soit plus de la moitié des enquêtés, contre 31,7% et 30,4% qui pensent qu’elle faciliterait ces affaires.

Le taux de satisfaction des employés de la Justice par rapport à la gestion du personnel oscille entre 46,6% et 54,9% selon les dimensions considérées. Cependant, seuls 23,1% de ces employés estiment que leur salaire est en adéquation avec le travail qui leur est confié.

**La Douane.**

LLes taux d’usagers des services douaniers sont respectivement de 22% pour les ménages et 36,7% pour les entreprises. La majorité de ces usagers s’adressent aux services douaniers pour le motif de dédouanement de marchandises : 57,8% des ménages et 84,1% des entreprises. Le contrôle sur les routes semble concerner 32,8% des ménages.

Le prix payé en contrepartie des prestations est le juste prix selon 60,3% des ménages contre 17,5% de ces mêmes ménages qui estiment qu’ils ont payé plus que le juste prix. Au niveau des entreprises les chiffres correspondants sont respectivement de 51,5% et 29,1%.

Concernant les conséquences de la corruption par rapport à la marche des affaires, on relève que 45,2% des ménages perçoivent la corruption plutôt comme une gêne et un frein aux échanges contre 25,5% qui estiment qu’elle est plutôt une bonne chose qui facilite les procédures. Au niveau des entreprises, une proportion de 54,5% juge qu’elle constitue un obstacle et un frein à la bonne marche des affaires contre 40,9% qui déclarent que c’est un facteur facilitateur.

Selon les entrepreneurs, la forme de corruption la plus fréquente dans le secteur douanier est celle des pots de vin et commissions (80,9%) alors que les douaniers estiment que c’est plutôt le « favoritisme » (38,8%) suivi par « les pots de vins et commissions » (27,5%).

Dans le domaine de la gestion du personnel, plus de la moitié des douaniers sont relativement satisfaits des décisions en cette matière. Néanmoins, l’adéquation du salaire avec le travail confié, l’écrasante majorité des douaniers répondent par la négative (91,1%).

**Les Impôts.**

Les usagers des services des Impôts représentent 39% des ménages et 72,6% des entreprises, sachant que l’échantillon d’entreprises comprend un lot d’unités informelles.

Le prix payé par les contribuables aux services des Impôts est considéré comme le juste prix par 69,3% des chefs de ménages et 65,8% des chefs d’entreprises, ceux qui pensent que ce prix est majoré représentant 9,6% des ménages et 22,3% des entrepreneurs. Parmi ces derniers, une majorité composée de 70% d’entrepreneurs effectue ce surplus de paiement à la demande de l’agent des Impôts. De même, un groupe majoritaire formé de 71,6% de l’ensemble des entreprises juge que les pots de vin et commissions représentent la forme de corruption la plus fréquente au niveau des Impôts, ce qui est confirmé par une moitié des fonctionnaires du corps des impôts, suivie du favoritisme selon 28,6% parmi ces agents.

Ils sont 54,6 des ménages et 78,3% des entreprises à penser que le paiement de l’impôt est utile. Ils sont 92% des ménages à penser que la corruption dans le secteur des impôts n’apporte aucun avantage alors que 54,4% des entreprises considèrent que c’est un obstacle aux affaires.

Le personnel des impôts n’est pas satisfait, à concurrence de 85%, du niveau des salaires en comparaison avec le travail confié et apparaît plutôt mécontent en matière de gestion du personnel.

**La lutte contre la corruption.** Concernant la volonté politique de lutter contre la corruption, 63,9% des ménages pensent qu’elle existe réellement, ce taux étant de 48,1% des entreprises et 65,9% des fonctionnaires. Le Gouvernement est jugé engagé et même très engagé dans la lutte contre la corruption par 46,8% des ménages, 34,9% des entreprises et 58,8% des fonctionnaires, ce qui fait ressortir le scepticisme des entrepreneurs quant à leur perception de l’engagement du Gouvernement dans la lutte contre corruption (57% estiment qu’il n’est pas très engagé ou pas du tout engagé). La société civile n’est pas créditée d’un niveau élevé d’engagement dans la lutte contre la corruption : 46,8% des ménages, 67,7% des entreprises, 54,5% des fonctionnaires estiment qu’elle n’est pas très engagée ou même pas du tout engagée. A la question posée exclusivement aux fonctionnaires sur l’existence d’une volonté de leur Département employeur, 79,2% de ces fonctionnaires répondent par l’affirmative.

Concernant la perception du niveau des ressources à la disposition du Gouvernement quant au besoin de la lutte contre la corruption, une majorité de répondants s’accorde à dire qu’elles sont suffisantes : 52,6% des chefs de ménages, 61,3% des entrepreneurs et 72,2% des agents publics. Néanmoins, quelques 29% des ménages, 31,7% et 22% des fonctionnaires jugent que le Gouvernement a besoin de ressources supplémentaires plus ou moins importantes.

A la question sur l’évolution probable de l’état de la corruption en Mauritanie, les avis sont plutôt optimistes : 50,1% des ménages, 42,1% d’entreprises et 71,6% de fonctionnaires pensent qu’il y aura stagnation ou baisse du niveau de la corruption dans les années à venir.

Au niveau des sanctions préconisées par les différents enquêteurs pour combattre la corruption, une majorité composée de 64,8% des ménages, 64,8% des chefs d’entreprises et 56% des fonctionnaires privilégie les sanctions combinées de « perte de travail plus la prison » ou « perte de travail plus une amende ». Les sanctions « perte de travail » ou « payement d’une amende » sont préconisées de manière exclusive l’une par rapport à l’autre par 28,8% des ménages, 27,1% des entreprises et 37,8% des agents publics.

En matière de dénonciation de la corruption, seule une minorité composée de 17,7% de ménages, 22% d’entreprises et 35,6% de fonctionnaires sait comment dénoncer les cas de corruption. A la question posée de manière spécifique aux fonctionnaires sur un éventuel bureau chargé de recevoir les plaintes dénonçant des cas de corruption, seuls un quart (25,5%) de ces agents disent être au courant d’un tel lieu et seuls 21% de ces fonctionnaires sont au fait de procédures que doit conduire leur Département en cas de dénonciation de cas de corruption.

Les enquêtés sont nombreux à déclarer qu’ils sont personnellement engagés ou même très engagés  dans la lutte contre la corruption : 88% de ménages, 81,8% d’entreprises et 96,7% de fonctionnaires. Ils sont aussi une écrasante majorité à déclarer que la religion est le facteur le plus important contre la corruption, suivie par la morale jugée très importante et la tradition considérée elle aussi un facteur important contre la corruption alors que la sanction a un rôle assez important et les raisons d’ordre économique ne sont pas jugées déterminantes pour empêcher quelqu’un de s’engager dans un processus de corruption.

**Principales recommandations :**

1. Pour répondre à la forte attente citoyenne, il est donc recommandé de mettre en œuvre le plus rapidement possible une stratégie et un train de mesures visant à réduire l’ampleur du fléau de la corruption.
2. L’intervention publique contre la corruption devra cibler prioritairement les secteurs les plus touchés que sont ceux de la Police nationale, de la Santé, des Impôts, de la Douane et les divers services publics chargés de la délivrance de permis et d’autorisations ainsi que la SOMELEC. Elle devra aussi couvrir La Justice car elle constitue l’un des instruments d’intervention de lutte contre la corruption et à ce titre elle devrait être elle-même propre pour être efficace.
3. Il conviendra aussi de ne pas se limiter aux administrations centrales mais veiller à bien inclure les administrations décentralisées et déconcentrées dans le champ de la lutte contre la corruption.
4. Il faudra tenir compte à l’avance des risques d’échec que comporte l’implication des fonctionnaires en tant que vecteurs d’une campagne de lutte contre la corruption et de promotion de l’intégrité du fait qu’ils ne seraient pas les meilleurs alliés en la matière.
5. L’action visant à l’élimination des causes de la corruption devra être nécessairement multidimensionnelle et porter à la fois sur les principales causes : (i) la faiblesse de l'Etat et la prédominance du tribalisme et du communautarisme ; (ii) la perte des valeurs morales ; (iii) les bas salaires des agents publics ; (iv) la pauvreté de la population ; (v) la lourdeur et la complexité des procédures administratives ; et (vi) l’impunité des acteurs de corruption.
6. Pour faire baisser le niveau de corruption, il est aussi recommandé de :
	1. répondre à la forte attente chez les usagers du secteur judiciaire visant à l’amélioration du rythme du traitement des dossiers ;
	2. faciliter et simplifier les procédures douanières ;
	3. agir en faveur d’une amélioration sensible des salaires dans les trois secteurs étudiés de la Justice, de la Douane et des Impôts.
7. Il est nécessaire pour le Gouvernement d’envoyer des signaux forts pour marquer son engagement dans la lutte contre la corruption, notamment en organisant une campagne d’information à ce sujet, pour contrer le scepticisme des entrepreneurs vis-à-vis de l’engagement du Gouvernement dans la lutte contre corruption.
8. Il est proposé de ne pas fonder principalement une stratégie de lutte contre la corruption sur des mécanismes de dénonciation du fait que les ménages ne croient pas beaucoup à ces mécanismes.
9. Il convient plutôt d’inclure dans la stratégie de lutte contre la corruption des volets basés sur la religion, la morale, la tradition, les sanctions et les autres mesures évoqués plus haut et liées aux différents déterminants de la corruption (salaires, renforcement de l’Etat, simplification des procédures administratives, etc.).
10. Il convient aussi de vulgariser davantage l’information sur les structures et mécanismes en vigueur de lutte contre la corruption.

# INTRODUCTION : objectif et contexte de l’enquête

L’Enquête de Perception de la Corruption en Mauritanie (EPCM) s’inscrit dans le cadre du Projet Campagne Nationale de Promotion de l’Intégrité, mis en œuvre par le PNUD pour le compte du Gouvernement mauritanien. Cette campagne de promotion de l’intégrité vise à : (i) sensibiliser Les agents publics, le secteur privé et la population en général à la lutte contre la corruption ; (ii) finaliser et approuver la Stratégie nationale de lutte contre la corruption assortie de plans d’action sectoriels élaborés sur la base des résultats d’une enquête ; et (iii) renforcer les capacités des acteurs en matière de lutte contre la corruption.

L’objectif global de l’EPCM est double et consiste à :

* contribuer au suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption, en cours de finalisation et d’approbation par le gouvernement mauritanien ;
* contribuer à la mise en œuvre d’une campagne nationale de promotion de l’intégrité, en étroite collaboration avec les administrations concernées, les organisations de la société civile, les médias, le parlement et le secteur privé, d’autre part.

L’EPCM est une enquête qualitative et sectorielle sur les formes de corruption ciblées en priorité par la stratégie de lutte contre la corruption. Elle couvre de manière approfondie les trois secteurs de la Justice, des Douanes et des Impôts. Ses objectifs spécifiques sont :

* Identifier les formes et pratiques de corruption spécifiques à chaque secteur et la manière dont est perçue chaque forme de corruption par le public ;
* Identifier les principaux acteurs concernés par le « processus corruptif » ;
* Identifier les causes de la corruption dans le secteur ;
* Déterminer la perception du public des niveaux de corruption et des secteurs les plus touchés, de manière à établir une situation de référence par rapport à laquelle on pourra mesurer les progrès obtenus ultérieurement ;
* Déterminer la perception du public de la volonté politique de lutter contre la corruption ;
* Permettre d’élaborer des plans d’action sectoriels.

Quant aux plans d’action sectoriels, ils seront élaborés pour chacun des secteurs concernés en se fondant sur les résultats de l’enquête. Ils visent à :

* Prendre acte des insuffisances et des carences du système actuel de lutte contre la corruption des trois secteurs visés : douane, impôts, Justice ;
* Mettre en œuvre les recommandations formulées par l’enquête afin de lutter plus efficacement contre ce fléau ;
* Identifier les principaux acteurs à impliquer et leurs rôles respectifs ;
* Identifier les moyens afin de mieux impliquer la société civile à cette lutte ;
* Fixer des objectifs précis à poursuivre pour chaque secteur ;
* Identifier des actions à mener dans chaque secteur, et par qui ;
* Compléter la Stratégie de Lutte contre la Corruption avec une approche plus sectorialisée.

Outre les trois secteurs cités plus haut, le champ de l’enquête couvre au niveau géographique les trois villes de Nouakchott, Nouadhibou et Rosso. L’enquête a été effectuée auprès d’échantillons de trois catégories de répondants : (i) les ménages, usagers des services publics ; (ii) les entreprises, usagers et fournisseurs des administrations ; (iii) les fonctionnaires et agents des secteurs ciblés.

L’EPCM a été réalisée par le groupement de cabinets d’études « Développement & Statistiques » (DevStat Consult) et Juris-Consult.

Dans la suite de ce rapport, sont présentés les résultats provisoires de l’EPCM. Après un rappel des aspects méthodologiques de l’enquête, il y est question de la perception globale et personnelle de la corruption, de ses causes ainsi que de questions spécifiques à chacun des trois secteurs ciblés, outre la perception de la lutte contre la corruption.

# APPROCHE METHODOLOGIQUE

## **Supports de collecte de données et champs de l’enquête**

La stratégie de collecte des données mise en œuvre à l’occasion de l’EPCM a été conçue de manière à atteindre les objectifs assignés à l’enquête. Ainsi trois types de questionnaires ont été élaborés par les soins de l’équipe en charge du projet au PNUD et finalisés par l’équipe de consultants.

Les unités d’observation auprès desquelles est effectuée la collecte des données sont les trois catégories de répondants suivants :

* + les ménages (en tant qu’usagers des services publics) ;
	+ les entreprises (usagers de services et fournisseurs des administrations) ;
	+ les fonctionnaires et agents publics des secteurs ciblés de la Justice, des Douanes et des Impôts.

Ces questionnaires, administrés chacun à une catégorie de répondants, figurent en annexe. Ils comportent les 9 sections suivantes :

* Identification ;
* Profil du répondant ;
* Perception globale de la corruption ;
* Perception personnelle de la corruption ;
* Les causes de la corruption ;
* La Justice ;
* Les Douanes ;
* Les Impôts ; et
* La lutte contre la corruption.

Les domaines couverts par l’enquête correspondent respectivement pour chacun des secteurs ciblés aux thèmes suivants :

 Au niveau de la Justice :

* Personnel le plus concerné par la corruption et les raisons ;
* Manifestations de corruption durant la procédure judiciaire, et notamment les étapes critiques, permettant des pratiques corruptives ;
* Evaluation du niveau de sensibilisation et de formation des magistrats au phénomène de la corruption ;
* Evaluation de la confiance des usagers envers la Justice, notamment en matière de lutte contre la corruption, et la protection de leurs droits ;
* Egalité des usagers devant la Justice et rôle de critères tels que l’appartenance tribale ou les gratifications dans les décisions de justice rendues ;
* Appréhension de la connaissance des usagers des procédures judiciaires ;
* Propositions des usagers afin que la Justice soit rendue de manière plus transparente.

Au niveau du secteur de la Douane :

* Perception et sensibilisation des usagers et des acteurs de ce secteur sur la corruption et ses conséquences ;
* Lieux où ce phénomène sévit particulièrement (port de Nouakchott par exemple) ;
* Repérer lors de quelles procédures les faits corruptifs ont lieu le plus souvent : dédouanement de marchandises, contrôle sur les routes ; délivrances d’Agréments … ;
* Savoir si ce phénomène est ciblé sur des catégories de personnes en particulier, ou s’il est généralisé à tous les usagers ;
* Procédures de contrôle existantes et leurs faiblesses ;
* Propositions des usagers afin de lutter contre ce phénomène dans le secteur des douanes.

Au niveau du secteur des Impôts :

* Domaines et étapes où la pratique corruptive est la plus courante (calcul de l’assiette de l’impôt, TVA et « négociations » des gros contribuables notamment) ;
* Proportion de personnes susceptibles d’être victime de cette corruption ;
* Catégories de population susceptibles d’être victime du phénomène et de quelle manière;
* Perception du public envers ces formes de corruption (pratiques tolérées ou non) ;
* Niveau de sensibilisation et de formation du personnel des impôts sur cette question, et sur la stratégie nationale de lutte contre la corruption.
* Propositions des usagers afin de lutter contre ce phénomène dans le secteur des impôts

Concernant le champ géographique de l’enquête, il couvre les trois villes de Nouakchott, Nouadhibou et Rosso.

## **Echantillonnage**

Pour chaque catégorie de répondants, un échantillon aléatoire a été sélectionné dans l’univers de l’enquête constitué par les trois populations respectives de ménages, d’entreprises et de fonctionnaires, ces derniers étant en poste dans les secteurs cibles de la Justice, des Douanes et des Impôts.

L’échantillon de ménages est composé de 300 unités tirées aléatoirement à deux degrés :

* + 1er degré (unités primaires) : tirage de 30 DR (districts de recensements) proportionnellement à la population dont 24 DR à Nouakchott, 4 DR à Nouadhibou et 2 DR à Rosso. Ce tirage a été effectué par les services de l’Office National de la Statistique (ONS) à partir de la base de sondage des DR gérée par cet organisme.
	+ 2ème degré: un lot de 10 ménages auxquels s’ajoutent 2 ménages de remplacement est tiré dans chaque DR-échantillon à partir de la liste des ménages habitant dans les limites du DR. Cette liste a été élaborée suite à un dénombrement effectué juste avant les travaux de l’enquête proprement dite.

Au niveau des entreprises, leur échantillon est d’une taille de 400 unités dont 200 du secteur moderne et 200 du secteur informel. Leur tirage est effectué de la manière suivante :

* Secteur formel: un tirage aléatoire a été effectué directement à partir du fichier des entreprises géré par l’ONS, tous secteurs confondus ;
* Secteur informel: A un premier degré, des zones d’activités ont été sélectionnées au sein desquels des unités informelles ont été choisies à un second degré.

Quant à l’échantillon de fonctionnaires, il est composé de 300 agents sélectionnés aléatoirement parmi les listes de fonctionnaires des trois secteurs concernés (Justice, Douanes, Impôts) et figurant dans le fichier de la Fonction Publique issu du recensement réalisé en en 2008. En cas de changement d’affectation d’un fonctionnaire sélectionné, il est remplacé par celui qui occupe le poste sinon par un autre élément choisi à cet effet.

## **Qualité des données**

Les différents facteurs influant la qualité des données ont été pris en compte. Des mesures à caractère technique et administratives ont été prise afin d’assurer la meilleure qualité possible des données observées et saisies :

* Au niveau du personnel de terrain : sont considérés le niveau d’instruction des enquêteurs, leur expérience dans des enquêtes similaires, leur formation basée sur des modules dispensés par les experts statisticiens en charge de l’étude ainsi que la langue de communication avec les enquêtés. Critères de sélection basés sur la connaissance des réalités du terrain et la connaissance des langues nationales
* Au niveau de la fiabilité des réponses des enquêtés, un accent particulier a été mis sur la sensibilisation de proximité quant à la confidentialité des informations fournies garantie par la loi 2005-17 instaurant le secret statistique et l’obligation de réponses aux questionnaires d’enquêtes revêtus du visa statistique accordé par le Conseil National de la Statistique (CNS). Outre ce visa octroyé accordé le 22 février 2009, des lettres ont été adressées par le SEMATIC aux enquêtés permettaient de les mettre en confiance par rapport à l’usage des informations fournies.

# PERCEPTION GLOBALE DES FORMES DE LA CORRUPTION

Le tableau 1 et les trois graphiques qui le suivent font état de la perception des différentes catégories d’enquêtés par rapport aux différentes formes de corruption.

Tableau 1 : Perception des formes de corruption

1.

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Formes de corruption | Inexistante | Très limitée | Assez répandue | Courante | Très courante | NSP | Total |
| Ménages |
| Corruption transactionnelle | 1,7 | 2,0 | 13,8 | 33,3 | 43,5 | 5,7 | 100 |
| Corruption d'extorsion | 2,4 | 12,8 | 16,1 | 28,6 | 32,7 | 7,4 | 100 |
| Corruption privative | 0,7 | 3,7 | 11,4 | 37,1 | 39,7 | 7,4 | 100 |
| Népotisme / Favoritisme | 1,0 | 1,4 | 13,2 | 23,0 | 55,7 | 5,7 | 100 |
| Entreprises |
| Corruption transactionnelle | 1,9 | 1,3 | 7,9 | 28,0 | 60,6 | 0,3 | 100 |
| Corruption d'extorsion | 1,9 | 8,6 | 22,4 | 28,3 | 38,5 | 0,3 | 100 |
| Corruption privative | 2,2 | 4,4 | 14,0 | 33,4 | 46,0 | 0,0 | 100 |
| Népotisme / Favoritisme | 1,9 | 3,7 | 12,4 | 25,0 | 56,7 | 0,3 | 100 |
| Fonctionnaires |
| Corruption transactionnelle | 5,9 | 11,5 | 10,8 | 28,9 | 42,2 | 0,7 | 100 |
| Corruption d'extorsion | 13,0 | 14,4 | 20,4 | 25,3 | 26,3 | 0,7 | 100 |
| Corruption privative | 6,7 | 7,5 | 16,0 | 28,4 | 40,1 | 1,4 | 100 |
| Népotisme / Favoritisme | 5,5 | 4,8 | 12,1 | 21,1 | 55,7 | 0,7 | 100 |

Il ressort de ces données que 92,6% des ménages estiment que la corruption transactionnelle (commission, rente, cadeau, rétribution indue), exercée en échange d’un service, existe en Mauritanie avec 76,8% de ces ménages jugeant même qu’elle est courante voie très courante. Les taux correspondants au niveau des entrepreneurs pour la même forme de corruption sont respectivement de 97,8% et 88,6% et au niveau des fonctionnaires, ils sont 93,4% à penser qu’elle existe et 71,1% qu’elle est même courante à très courante.

Concernant la forme de corruption dite d’extorsion (paiements ou péages sans service réellement fourni en échange), le pourcentage des ménages qui ont déclaré qu’elle existe indépendamment de son étendue est aussi de 90,2%. Les chefs de ménages qui la qualifient de courante ou très courantes représentent 61,3%. Cette forme de corruption est aussi relevée par 97,8% des entreprises avec un taux de 66,8% pour celles qui estiment qu’elle est courante ou même très courante. Les taux correspondants pour fonctionnaires sont respectivement de 86,3% et 51,6%.

La corruption privative consistant à un détournement de biens publics à des fins privées (voitures de fonction, logement, fonds publics…) est considérée par la quasi-totalité des ménages comme existante car seul un groupe représentant 0,7% des ménages, hormis les 7,4% de sans opinions, ont répondu qu’elle n’existe pas. Quant à son étendue, 76,8% des chefs de ménages estiment qu’elle est courante à très courante. Les entrepreneurs qui relèvent l’existence de cette forme de corruption représentent, eux aussi, 97,8% tandis que 79,4% la qualifient de courante ou très courante. Les fonctionnaires faisant état de l’existence de la corruption privative représentent 91,9% avec une proportion de 68,5% qui estime qu’elle est courante ou très courante.

La quatrième forme de corruption étudiée est celle traduite par le népotisme et le favoritisme. Les ménages sont quasi-unanimes qu’elle existe, seuls quelques 1% estiment qu’elle n’existe pas si l’on exclut les 5,7% de sans opinions. Concernant son étendue, ils pensent à concurrence de 78,7% qu’elle est courante à très courante. Pareillement, les entrepreneurs pensent à 97,8% que le népotisme et le favoritisme existent avec un taux de 81,7% qui la jugent courante voire très courante. Quant aux fonctionnaires, ils sont à 93,8% à penser que cette forme de corruption existe et à 76,8% à juger qu’elle est courante à très courante.

Une première conclusion à tirer de ces indicateurs est que l’écrasante majorité de toutes les catégories d’enquêtés, soit de 86,3% à 97,8% selon le cas, ont des perceptions convergentes vers l’idée que toutes les formes de corruption existent bien en Mauritanie et souvent de manière courante voire très courante.

Graphique 1 : Perception par les ménages des formes de corruption

Graphique 2 : Perception par les entreprises des formes de corruption

Graphique 3 : Perception par les fonctionnaires des formes de corruption

# PERCEPTION PERSONNELLE DE LA CORRUPTION

Cette partie reflète la perception personnelle des enquêtés vis-à-vis de différentes questions liées à la corruption.

## **Qualification d’une faveur à un agent public**

Lorsqu’un agent public prend de l’argent ou des cadeaux dans le but de fournir un service, cela est considéré comme une corruption par 84,5% des ménages, 91,8% des entrepreneurs et 90,7% des fonctionnaires. Seuls quelques 14,1% des ménages tolèrent cette pratique en considérant que c’est une façon de vivre acceptée ainsi que 7,9% des entrepreneurs et 9% des fonctionnaires (Tableau 2 et graphique 4).

Tableau 2 : Perception de la réception par un agent public de l'argent ou de cadeaux en contrepartie d'un service

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Catégories d'enquêtés | Une corruption | Une façon de vivre acceptée | Autre | Total |
| Ménages | 84,5 | 14,1 | 1,4 | 100 |
| Entreprises | 91,8 | 7,9 | 0,3 | 100 |
| Fonctionnaires | 90,7 | 9,0 | 0,3 | 100 |

Graphique 4 : Opinion qualifiant la réception par un agent public d’une contrepartie d’un service

## **Qualification du refus d’un agent de prendre de l’argent**

Lorsqu’un agent refuse de recevoir de l’argent de la part de l’usager en contrepartie d’un service jugé satisfaisant par cet usager, cela est considéré comme une offense (mineure ou sérieuse) par 48% des chefs de ménages, 45,3% des entreprises (tableau 3 et graphique 5), c’est dire qu’il existe chez les enquêtés une certaine résistance à reconnaître la possibilité de « propreté » chez les agents publics.

Tableau 3 : Perception du refus d'un agent de prendre de l'argent contre un service

(en %)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Catégories d'enquêtés | Une offense mineure | Une offense sérieuse | Une façon de vivre acceptée | NSP | Total |
| Ménages | 17 | 31 | 34 | 18 | 100 |
| Entreprises | 16,4 | 28,9 | 28,8 | 25,9 | 100 |

Graphique 5 : Perception du refus de prendre de l’argent

## **Perception de la gravité de la petite et de la grande corruption**

Si l’on définit la petite corruption comme étant le fait pour des agents publics de soutirer aux usagers des sommes d’argent ou tout autre avantage indu, il ressort du tableau 4 et des trois graphiques suivants que 90,9% des ménages la considèrent soit comme « fâcheuse mais inévitable » soit « grave et à éliminer ». C’est aussi le cas de 94,6% des entreprises et 97,3% des fonctionnaires. En face, ceux qui considèrent qu’elle n’est pas un problème ou qu’elle n’est pas très grave ne représentent que 8,8% des ménages, 3,5% des entreprises et 1,7% des fonctionnaires (tableau 4 et graphiques 6, 7 et 8).

En ce qui concerne la grande corruption, c’est-à-dire le fait d’abuser de l’autorité publique à des fins d’enrichissement personnel, l’appréciation faite par les ménages est qu’elle constitue un fléau grave à éliminer pour 89,2% de ces ménages auxquels il faut ajouter les 8,8% pour lesquels c’est fâcheux mais inévitable soit au total 98%. Au niveau des entreprises, 80,1% estiment qu’elle est grave auxquels il convient d’ajouter 5,9% déclarant que c’est fâcheux tandis qu’elle est tolérée par 12,1% de ces entreprises. Pour les fonctionnaires, ce sont 89,4% qui qualifient la grande corruption de grave et 6,5% de fâcheux, soit au total 95,9% pour les deux modalités de réponses.

Tableau 4 : Appréciation de gravité de la petite et de la grande corruption

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Type de corruption | Pas un problème du tout | Pas très grave | Fâcheux mais inévitable | Grave, il faut l'éliminer | Autre | Total |
| Ménages |
| Petite corruption | 4,4 | 4,4 | 17,9 | 73 | 0,3 | 100 |
| Grande corruption | 0,7 | 0,3 | 8,8 | 89,2 | 1 | 100 |
| Entreprises |
| Petite corruption | 1,1 | 2,4 | 28,1 | 66,5 | 1,9 | 100 |
| Grande corruption | 4,6 | 7,5 | 5,9 | 80,1 | 1,9 | 100 |
| Fonctionnaires |
| Petite corruption | 1 | 0,7 | 20,6 | 76,7 | 1 | 100 |
| Grande corruption |   | 1,7 | 6,5 | 89,4 | 2,4 | 100 |

Graphique 6 : Appréciation par les ménages de la gravité de la corruption

Graphique 7 : Appréciation par les entrepreneurs de la gravité de la corruption

Graphique 8 : Appréciation par les fonctionnaires de la gravité de la corruption

1.
2. 1.
	2.
	3.

## **Témoignages d’actes de corruption**

A la question posée aux différents enquêtés s’ils ont été témoins d’actes de corruption au niveau des services publics, les réponses sont résumées dans le tableau 5 et les graphiques 9, 10 et 11 ci-dessous.

Pour les ménages le taux de témoignages le plus élevé concerne la Police Nationale avec 81,5% d’enquêtés témoins d’actes de corruption, suivie par les services de Santé (73,1%), des Impôts (61%) de la Mairie (59,6%) et de la Douane (58,6%), tandis que le taux le moins élevé est enregistré pour la Gendarmerie Nationale (32%).

Les entrepreneurs ont aussi relevé que le secteur de la Police Nationale enregistre le taux le plus élevé d’actes de corruption (73,7%), suivi par les Impôts (58,3%) et les services de santé et des Douanes avec chacun 54,8%. Les taux les moins élevés sont enregistrés pour la Justice (31,5%) et la Fonction Publique (34,1%).

Encore une fois, la Police Nationale est jugée le secteur où les fonctionnaires ont le plus été témoins d’actes de corruption avec 48,3%, suivi par les services de santé (34,6%). Les fonctionnaires enquêtés sont moins nombreux à relever des actes de corruption dans les secteurs de la Gendarmerie (13,7%) et de la Justice (14,1%).

Une conclusion partielle est le classement des secteurs en termes de niveau de corruption : la Police Nationale, les services de santé et des impôts semblent être les plus touchés par le fléau de la corruption et à contrario, la Gendarmerie Nationale et la Justice ressortent comme étant relativement les secteurs les moins touchés. Ce qui est à relativiser par la fréquence de recours aux prestations de ces différents services par les citoyens, les services de police et de santé étant évidemment plus sollicités que la gendarmerie et la justice, par conséquent les citoyens deviennent plus exposés à être témoins d’un plus grand nombre d’actes de corruption au niveau des deux premiers secteurs.

Il convient de signaler à ce niveau que de manière générale, les fonctionnaires déclarent en moyenne moins d’actes de corruption, soit une moyenne de 23,5% par secteur administratif contre 52,7% pour les ménages et 46,8% pour les entreprises, ce qui peut laisser supposer qu’ils ne seraient pas les meilleurs alliés et vecteurs d’une campagne de lutte contre la corruption et de promotion de l’intégrité . Il est aussi à rappeler que ces fonctionnaires sont des agents des secteurs de la Justice, des Impôts et de la Douane.

Tableau 5 : Pourcentage d’enquêtés témoins d’actes de corruption

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Secteurs | Ménages | Entreprises | Fonctionnaires |
| Oui | Non | Oui | Non | Oui | Non |
| La gendarmerie | 32 | 68 | 35,8 | 64,2 | 13,7 | 86,3 |
| La santé | 73,1 | 26,9 | 54,8 | 45,2 | 34,6 | 65,4 |
| La police Nationale | 81,5 | 18,5 | 73,7 | 26,3 | 48,3 | 51,7 |
| L'éducation | 47,5 | 52,5 | 36,8 | 63,2 | 15,9 | 84,1 |
| La Douane | 58,6 | 41,4 | 54,8 | 45,2 | 21,6 | 78,4 |
| La Mairie | 59,6 | 40,4 | 50,3 | 49,7 | 27,7 | 72,3 |
| Les impôts | 61 | 39 | 58,3 | 41,7 | 24 | 76 |
| La police municipale | 50 | 50 | 44,2 | 55,8 | 23,2 | 76,8 |
| Les finances | 34,3 | 65,7 | 41 | 59 | 18,2 | 81,8 |
| La Fonction Publique | 46,1 | 53,9 | 34,1 | 65,9 | 17 | 83 |
| La Justice | 35,7 | 64,3 | 31,5 | 68,5 | 14,1 | 85,9 |

Graphique 9 :

Pourcentage de ménages témoins d’actes de corruption dans différents services

Graphique 10 :

Pourcentage d’entreprises témoins d’actes de corruptions dans différents services

Graphique 11 :

Pourcentage de fonctionnaires témoins d’actes de corruptions dans différents services

## **Influence de la corruption aux niveaux personnels, professionnels et des affaires**

L’influence de la corruption est examinée ici par rapport à la vie personnelle et familiale, la vie professionnelle et l'environnement des affaires.

Il ressort du tableau 6 et des graphiques sous-jacents (12, 13 et 14) que ceux qui pensent que cette influence est grande ou moyenne par rapport à leur vie personnelle et familiale représentent 71,3% des ménages, 73,7% des entrepreneurs et 75,5% des fonctionnaires enquêtés.

En ce qui concerne la perception de l’influence de la corruption sur la vie professionnelle, ils sont 76,2% des ménages, 78,3% des entreprises et 81,3% des fonctionnaires à penser qu’elle est grande ou à la rigueur moyenne.

Au niveau de l’environnement des affaires, 75,1% des ménages estiment que l’influence de la corruption est grande ou moyenne, c’est le cas de 71,4% des entreprises et 79,2% des fonctionnaires.

A ce stade de l’étude il est permis de conclure que les différentes catégories d’enquêtés perçoivent à une majorité écrasante dépassant les 70% une grande ou moyenne influence de la corruption sur les différents domaines de la vie. Ce qui veut dire en d’autres termes que la baisse de l’étendue de ce fléau ne peut qu’avoir des répercussions positives et significatives sur tous ces domaines de la vie personnelle, familiale et professionnelle ainsi que sur la bonne marche des affaires si l’on s’en tient à la perception des enquêtés.

Tableau 6 : Perception de l’influence de la corruption sur les domaines de la vie

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Domaines d'influence de la corruption | Pas d'influence | Très faible | Faible | Moyenne | Grande | NSP | Total |
| Ménages |
| La vie personnelle et familiale | 3,8 | 4,5 | 13,8 | 25,5 | 45,8 | 6,6 | 100 |
| La vie professionnelle | 1,7 | 1,7 | 9,7 | 29,1 | 47,1 | 10,7 | 100 |
| L'environnement des affaires | 1,4 | 1,7 | 8,3 | 23,2 | 51,9 | 13,5 | 100 |
| Entreprises |
| La vie personnelle et familiale | 12,9 | 3,2 | 10,2 | 19,7 | 54 | 0 | 100 |
| La vie professionnelle | 1,1 | 3,5 | 17,1 | 25 | 53,3 |  0 | 100 |
| L'environnement des affaires | 3,3 | 5,4 | 19,4 | 18,3 | 53,1 | 0,5 | 100 |
| Fonctionnaires |
| La vie personnelle et familiale | 13,5 | 3,8 | 5,5 | 14,6 | 60,9 | 1,7 | 100 |
| La vie professionnelle | 1,7 | 3,8 | 10,8 | 19,7 | 61,6 | 2,4 | 100 |
| L'environnement des affaires | 1 | 2,8 | 12,5 | 21,1 | 58,1 | 4,5 | 100 |

Graphique 12 : Influence de la corruption selon les ménages

Graphique 13 : Influence de la corruption selon les entreprises

Graphique 14 : Influence de la corruption selon les fonctionnaires

## **Appréciation du niveau de corruption au niveau des secteurs d’activités**

Les appréciations du degré de la corruption au niveau des différents secteurs ou activités à caractère administratif sont résumées dans les tableaux 7, 8 et 9 ci-dessous et illustrées par les graphiques successifs de 15 à 32. Ces résultats sont analysés ci-après en rubriques regroupant chacune des secteurs relativement proches en termes d’activités.

Tableau 7 :

Ménages : Degré de perception de la corruption par secteurs ou activités (%)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  Secteur /Catégorie | Pas de corruption | Très faible | Faible | Moyenne | Grande | NSP | Total |
| Partis politiques | 3,4 | 9,8 | 16,3 | 19,3 | 24,8 | 26,4 | 100 |
| Parlement / Législatif | 4,7 | 18,6 | 13,2 | 12,1 | 14,9 | 36,5 | 100 |
| Secteur Privé | 4,7 | 10,2 | 28 | 22,3 | 11,5 | 23,3 | 100 |
| Police | 2,4 | 0,7 | 4 | 21,2 | 65 | 6,7 | 100 |
| La justice | 1 | 7,8 | 17,6 | 24,4 | 25,1 | 24,1 | 100 |
| Médias | 1,7 | 13,5 | 19,5 | 13,8 | 23,9 | 27,6 | 100 |
| Impôts | 1,7 | 4,1 | 10,8 | 32,4 | 30,7 | 20,3 | 100 |
| La douane | 1 | 4,7 | 12,1 | 19,2 | 43,1 | 19,9 | 100 |
| Trésor | 0,7 | 8,4 | 16,5 | 16,6 | 27,7 | 30,1 | 100 |
| Finances | 2,7 | 13,2 | 12,8 | 17,2 | 27,7 | 26,4 | 100 |
| Services de santé | 0,7 | 6,4 | 13,2 | 26,4 | 43,2 | 10,1 | 100 |
| Système éducatif | 3,4 | 17,5 | 14,2 | 17,6 | 25,3 | 22 | 100 |
| Gendarmerie | 4,7 | 23 | 15,2 | 11,1 | 23 | 23 | 100 |
| Téléphone | 7,4 | 22,7 | 14,9 | 12,8 | 14,2 | 28 | 100 |
| Eau | 1,7 | 15,9 | 12,1 | 11,1 | 39,9 | 19,3 | 100 |
| Electricité | 1,7 | 2,7 | 5,7 | 19,6 | 54,8 | 15,5 | 100 |
| Service de l'Etat civil | 3,4 | 16,9 | 11,1 | 16,6 | 39,8 | 12,2 | 100 |
| Autorisation/Permis | 1 | 6,8 | 13,5 | 20,6 | 38,5 | 19,6 | 100 |
| Société civile: ONG | 7,1 | 18,2 | 17,6 | 12,2 | 12,1 | 32,8 | 100 |
| Syndicats | 8,4 | 18,9 | 11,8 | 16,6 | 10,5 | 33,8 | 100 |

Tableau 8 :

Entreprises : Degré de perception de la corruption par secteurs ou activités (%)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Secteur /Catégorie | Pas de corruption | Très faible | Faible | Moyenne | Grande | NSP | Total |
| Partis politiques | 11,5 | 11,8 | 23,5 | 25,8 | 24,1 | 3,4 | 100,0 |
| Parlement / Législatif | 13,2 | 15,0 | 21,4 | 27,3 | 19,4 | 3,8 | 100,0 |
| Secteur Privé | 10,4 | 17,4 | 24,4 | 27,2 | 19,1 | 1,7 | 100,0 |
| Police | 2,7 | 3,3 | 7,3 | 23,0 | 62,3 | 1,4 | 100,0 |
| La justice | 6,7 | 14,0 | 22,8 | 24,2 | 30,6 | 1,7 | 100,0 |
| Médias | 7,5 | 12,7 | 13,3 | 26,5 | 36,9 | 3,2 | 100,0 |
| Impôts | 3,0 | 6,3 | 14,2 | 30,0 | 44,1 | 2,5 | 100,0 |
| La douane | 3,9 | 10,1 | 9,5 | 24,1 | 51,0 | 1,4 | 100,0 |
| Trésor | 6,5 | 13,5 | 21,2 | 25,6 | 30,0 | 3,2 | 100,0 |
| Finances | 7,1 | 9,3 | 18,4 | 28,0 | 34,5 | 2,8 | 100,0 |
| Services de santé | 4,1 | 11,5 | 12,9 | 27,8 | 42,0 | 1,7 | 100,0 |
| Système éducatif | 9,5 | 17,2 | 24,4 | 21,3 | 25,0 | 2,6 | 100,0 |
| Gendarmerie | 12,5 | 21,5 | 21,0 | 24,1 | 19,3 | 1,7 | 100,0 |
| Téléphone | 13,7 | 22,2 | 23,1 | 16,7 | 21,6 | 2,6 | 100,0 |
| Eau | 6,1 | 11,6 | 13,0 | 29,1 | 38,8 | 1,4 | 100,0 |
| Electricité | 4,4 | 8,8 | 8,8 | 17,9 | 58,5 | 1,7 | 100,0 |
| Service de l'Etat civil | 4,2 | 10,3 | 15,6 | 27,3 | 41,2 | 1,4 | 100,0 |
| Autorisation/Permis | 5,8 | 12,5 | 13,3 | 21,1 | 46,0 | 1,4 | 100,0 |
| Société civile: ONG | 14,0 | 17,2 | 27,7 | 20,7 | 16,0 | 4,4 | 100,0 |
| Syndicats | 13,3 | 23,1 | 16,9 | 21,9 | 18,3 | 6,5 | 100,0 |

Tableau 9 :

Fonctionnaires : Degré de perception de la corruption par secteurs ou activités (%)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  Secteur /Catégorie | Pas de corruption | Très faible | Faible | Moyenne | Grande | NSP | Total |
| Partis politiques | 19,7 | 9,2 | 12,9 | 24,5 | 25,3 | 8,4 | 100,0 |
| Parlement / Législatif | 27,3 | 12,0 | 13,6 | 21,1 | 15,3 | 10,7 | 100,0 |
| Secteur Privé | 20,9 | 18,5 | 16,1 | 26,8 | 12,2 | 5,5 | 100,0 |
| Police | 8,8 | 5,5 | 6,6 | 23,5 | 50,7 | 4,8 | 100,0 |
| La justice | 21,2 | 13,9 | 22,3 | 24,2 | 14,6 | 3,9 | 100,0 |
| Médias | 17,7 | 9,6 | 12,9 | 24,1 | 28,1 | 7,6 | 100,0 |
| Impôts | 17,8 | 7,4 | 15,1 | 31,0 | 21,7 | 7,0 | 100,0 |
| La douane | 17,1 | 8,1 | 13,2 | 26,7 | 29,8 | 5,0 | 100,0 |
| Trésor | 21,0 | 10,9 | 19,4 | 24,2 | 16,1 | 8,5 | 100,0 |
| Finances | 17,3 | 9,6 | 16,5 | 30,1 | 18,5 | 8,0 | 100,0 |
| Services de santé | 11,9 | 10,7 | 15,2 | 31,5 | 24,8 | 5,9 | 100,0 |
| Système éducatif | 19,3 | 8,4 | 25,7 | 26,1 | 13,7 | 6,8 | 100,0 |
| Gendarmerie | 25,3 | 24,9 | 15,1 | 16,3 | 10,2 | 8,2 | 100,0 |
| Téléphone | 28,7 | 13,9 | 19,8 | 19,4 | 9,7 | 8,4 | 100,0 |
| Eau | 17,2 | 7,4 | 10,9 | 24,6 | 32,8 | 7,0 | 100,0 |
| Electricité | 8,2 | 3,7 | 6,7 | 19,8 | 55,2 | 6,3 | 100,0 |
| Service de l'Etat civil | 17,7 | 6,9 | 18,5 | 26,2 | 25,0 | 5,8 | 100,0 |
| Autorisation/Permis | 10,0 | 3,7 | 10,7 | 27,4 | 42,6 | 5,6 | 100,0 |
| Société civile: ONG | 24,0 | 13,8 | 22,8 | 17,9 | 13,4 | 8,1 | 100,0 |
| Syndicats | 20,8 | 8,7 | 19,5 | 23,2 | 17,0 | 10,8 | 100,0 |

* 1.
	2.
	3.

## **Degré de perception de la corruption dans des secteurs hors administration**

Ce groupe de secteurs comprend les partis politiques, le parlement, le secteur privé, les médias, la société civile et les syndicats. Il ressort des trois graphiques ci-après que les trois catégories de répondants s’accordent à mettre les médias et les partis politiques en tête des structures les plus corrompus de ce groupe avec 44,1% de ménages, 49,9%, d’entreprises et de 49,8% de fonctionnaires estimant que les partis politiques sont touchés par la corruption moyenne ou grande. Les proportions correspondantes pour les médias sont respectivement de 37,7%, 63,4% et 52,2%. Si l’on considère ensemble les modalités « Pas de corruption », « Très faible corruption » et « Faible corruption », il ressort que La Société Civile, le Secteur Privé et le Parlement sont perçus comme étant les catégories les moins corrompus par rapport à ce sous-ensemble de secteurs.

Graphique 15 :

Degré de perception par les ménages de la corruption dans différents secteurs (hors administration)

Graphique 16 :

Degré de perception par les entreprises de la corruption dans différents secteurs (hors administration)

Graphique 17 :

Degré de perception par les fonctionnaires de la corruption dans différents secteurs (hors administration)

## **Degré de perception de la corruption dans les services de sécurité**

Parmi les services de sécurité couverts par l’enquête, c’est la police qui est perçue par les différents enquêtés comme le service le plus touché par la corruption grande ou moyenne avec des taux respectifs de 86,2%, 85,3% et 74,2%. Dans ces dernières proportions respectives de ménages, d’entrepreneurs et de fonctionnaires, ce sont par ailleurs ceux qui déclarent la modalité « grande corruption » qui sont de loin les plus nombreux (Graphiques 18, 19 et 20). Le corps de la Gendarmerie Nationale est perçu comme relativement peu corrompu dans la mesure où la proportion des différentes catégories d’enquêteurs qui estiment qu’il n’y a pas de corruption au niveau de ce corps, ou qu’elle y est faible ou très faible est nettement supérieure à la proportion formée par ceux qui jugent qu’elle y est grande ou moyenne.

Graphique 18 :

Degré de perception par les ménages de la corruption dans les services de sécurité

Graphique 19 :

Degré de perception par les entrepreneurs de la corruption dans les services de sécurité

Graphique 20 :

Degré de perception par les fonctionnaires de la corruption dans les services de sécurité

## **Degré de perception de la corruption au niveau de certaines fonctions de l’Etat**

Les fonctions de l’Etat considérées ici sont la Justice, l’Etat-Civil et la délivrance d’autorisations. Il ressort des graphiques 21, 22 et 23 ci-après que parmi ces trois fonctions, c’est la délivrance d’autorisations et l’Etat-civil qui semblent les plus touchés par la corruption selon les trois catégories d’enquêtés avec des proportions de 59,1% de ménages, 67,1% d’entreprises et 70% de fonctionnaires qui déclarent que les autorisations sont sujettes à la corruption moyenne ou grande. Les taux correspondants pour l’Etat-civil son respectivement de 56,4%, 68,5% et 51,2%, la Justice apparaissant moins touchée quand bien même elle aligne des taux relativement élevés (49,5%, 54,8% et 38,8%) en comparaison avec certains secteurs déjà examinés plus haut.

Graphique 21 :

Degré de perception par les ménages de la corruption au niveau de certaines fonctions de l’Etat

Graphique 22 :

Degré de perception par les entreprises de la corruption au niveau de certaines fonctions de l’Etat

Graphique 23 :

Degré de perception par les fonctionnaires de la corruption au niveau de certaines fonctions de l’Etat

## **Degré de perception de la corruption dans les services sociaux**

Les services de santé apparaissent plus touchés par la corruption que les services d’éducation : 69,6% des ménages, 69,8% des entreprises et 56,3% des fonctionnaires perçoivent la corruption dans ces services de santé comme moyenne ou grande (graphiques 24, 25 et 26) contre des taux correspondants de 42,9%, 46,3% et 39,8% relevés pour le système éducatif.

Graphique 24 :

Degré de perception par les ménages de la corruption dans les services sociaux

Graphique 25 :

Degré de perception par les entreprises de la corruption dans les services sociaux

Graphique 26 :

Degré de perception par les fonctionnaires de la corruption dans les services sociaux

## **Degré de perception de la corruption dans les services marchands**

Parmi les services de télécommunication, d’eau et d’électricité, ce sont les derniers qui sont perçus par le plus grand nombre d’enquêtés comme étant les plus corrompus avec des proportions respectives de 74,4% de ménages, 76,4% d’entrepreneurs et 75% de fonctionnaires qualifiant de moyen ou grand le degré de corruption dans le secteur de l’électricité. Les services de téléphone apparaissent comme étant moins corrompus que les deux autres secteurs marchands avec des taux de moyenne ou grande corruption respectifs de 17%, 38,3% et 29,1% selon les trois catégories d’enquêtés (Graphique 27, 28 et 29). Les services de l’eau alignent des taux correspondants de 51%, 67,9% et 57,4%.

Graphique 27 :

Degré de perception par les ménages de la corruption dans certains services marchands

Graphique 28 :

Degré de perception par les entreprises de la corruption dans certains services marchands

Graphique 29 :

Degré de perception par les fonctionnaires de la corruption dans certains services marchands

## **Degré de perception de la corruption dans les services des finances publiques**

Les différentes catégories d’enquêtés s’accordent à placer les Impôts et la Douane en tête des sous-secteurs financiers les plus touchés par la corruption avec des proportions respectives de 63,1% et 62,3% de ménages qui estiment que le degré de corruption y est moyen ou grand, les mêmes proportions rencontrées chez les entrepreneurs étant respectivement de 74,1% et 75,1% par rapport aux Impôts et aux Douanes. Quant aux fonctionnaires, les taux correspondants sont de 52,7% et 56,5%. Les services du Trésor semblent être relativement les moins corrompus selon la perception des différents groupes d’enquêtés avec des taux respectifs de 44,3%, 55,6% et 40,3% (graphiques 30, 31 et 32).

Graphique 30 :

Degré de perception par les ménages de la corruption dans les services financiers

Graphique 31 :

Degré de perception par les entreprises de la corruption dans les services financiers

Graphique 32 :

Degré de perception par les fonctionnaires de la corruption dans les services financiers

## **Perception de l’étendue de la corruption des élus et agents publics**

A la question de l’étendue de la corruption chez certaines catégories de responsables et d’élus, il ressort des résultats de l’enquête consignés dans le tableau 10 et les graphiques correspondants que « Quelques uns » est la modalité la plus fréquente comme réponse donnée par les différentes catégories d’enquêtés avec des proportions variant de 43% à 54,4% des ménages (graphique 33), de 38,8% à 52,8% des entrepreneurs (graphiques 34) et de 31,9% à 43,8% des fonctionnaires enquêtés (graphiques 35), si l’on exclut la modalité NSP (Ne sait pas) pour ce dernier groupe d’enquêtés.

Il est à noter néanmoins que des proportions de 35,8% de ménages, de 42,1% d’entreprises et de 30,7% de fonctionnaires perçoivent les administrateurs locaux (walis, hakem, maires) comme étant presque tous corrompus voire tous corrompus, suivis dans ce classement par les fonctionnaires moyens et subalternes. Les magistrats apparaissent au regard des trois catégories d’enquêtés comme étant les moins corrompus.

Il convient aussi de signaler les taux relativement élevés des « sans opinions », en particulier au niveau des fonctionnaires enquêtés qui semblent être gênés de témoigner vis-à-vis de leurs collègues dans l’administration ou autres responsables.

Tableau 10 :

Appréciation de l’étendue de la corruption par catégories des responsables et agents

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Catégorie | Aucun | Quelques uns | Presque tous | Tous | NSP | Total |
| Ménages |
| Ministres | 1,7 | 50,5 | 8,4 | 10,4 | 29 | 100 |
| Hauts fonctionnaires (SG,DG) | 0,7 | 49 | 16,2 | 8,8 | 25,3 | 100 |
| Cadres Supérieurs | 1 | 49 | 14,9 | 9,1 | 26 | 100 |
| Fonctionnaires moyens subalternes | 1 | 49,3 | 15,2 | 17,3 | 17,2 | 100 |
| Magistrats | 5,4 | 54,4 | 9,1 | 3,7 | 27,4 | 100 |
| Parlementaires | 2,7 | 45,6 | 11,8 | 7,8 | 32,1 | 100 |
| Administrations locales (Walis, Hakems, Maires) | 1,4 | 43 | 17,4 | 18,4 | 19,8 | 100 |
| Entreprises |
| Ministres | 1,1 | 47,6 | 12,9 | 9,7 | 28,8 | 100 |
| Hauts fonctionnaires (SG, DG) | 0,3 | 52,7 | 17,7 | 10,5 | 18,8 | 100 |
| Cadres Supérieurs | 0,8 | 48,1 | 17,6 | 10,8 | 22,7 | 100 |
| Fonctionnaires moyens subalternes | 0,5 | 48,3 | 21,0 | 15,1 | 15,1 | 100 |
| Magistrats | 2,7 | 52,8 | 10,2 | 5,7 | 28,6 | 100 |
| Parlementaires | 3,0 | 48,2 | 16,5 | 8,4 | 23,9 | 100 |
| Administrations locales (Walis, Hakems, Maires) | 0,8 | 38,8 | 21,0 | 22,1 | 17,2 | 100 |
| Fonctionnaires |
| Ministres | 3,8 | 35,9 | 5,5 | 5,9 | 49,0 | 100 |
| Hauts fonctionnaires (SG, DG) | 4,2 | 40,8 | 8,7 | 6,6 | 39,8 | 100 |
| Cadres Supérieurs | 3,8 | 43,8 | 8,3 | 4,8 | 39,3 | 100 |
| Fonctionnaires moyens subalternes | 5,5 | 41,5 | 14,2 | 6,2 | 32,5 | 100 |
| Magistrats | 15,9 | 40,7 | 4,1 | 3,1 | 36,2 | 100 |
| Parlementaires | 6,6 | 31,9 | 9,4 | 6,6 | 45,5 | 100 |
| Administrations locales (Walis, Hakems, Maires) | 4,5 | 32,4 | 18,3 | 12,4 | 32,4 | 100 |

Graphique 33 :

Perception par les ménages de l’étendue de la corruption par catégories de fonctionnaires et de responsables

Graphique 34 :

Perception par les entreprises de l’étendue de la corruption par catégories de fonctionnaires et de responsables

Graphique 35 :

Perception par les fonctionnaires de l’étendue de la corruption par catégories de fonctionnaires et de responsables

## **Perception du degré de corruption par secteurs**

En comparant les réponses des enquêtés relativement au degré de corruption au niveau du secteur public, du secteur privé et de la société civile, il ressort que le niveau de corruption dans le secteur public est considéré moyen à élevé par 85,6% des ménages, 89,8% des entrepreneurs et 88,3% des fonctionnaires. Le secteur privé aligne des taux respectifs de 62,3%, 66,5% et 73,8% tandis que les chiffres correspondant pour la société civile sont respectivement de 49,5%, 59,3% et 72,7% (Tableau 11 et graphiques 36, 37 et 38).

Tableau 11 : Perception du degré de corruption par secteur

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Type de secteurs | Inexistant | Faible | Moyen | Elevé | NSP | Total |
| Ménages |
| Secteur Public | 1 | 4,1 | 13,1 | 72,5 | 9,3 | 100 |
| Secteur Privé | 3,1 | 16,4 | 34,9 | 27,4 | 18,2 | 100 |
| Société Civile | 5,8 | 13,1 | 19,6 | 29,9 | 31,6 | 100 |
| Entreprises |
| Secteur Public |  0 | 3,8 | 12,6 | 77,2 | 6,4 | 100 |
| Secteur Privé | 4 | 20,4 | 39,1 | 27,4 | 9,1 | 100 |
| Société Civile | 2,6 | 16,4 | 26,7 | 32,6 | 21,7 | 100 |
| Fonctionnaires |
| Secteur Public | 1,9 | 7,9 | 27,2 | 61,1 | 1,9 | 100 |
| Secteur Privé | 5,2 | 19,1 | 46,7 | 27,1 | 1,9 | 100 |
| Société Civile | 7,2 | 17,2 | 29,7 | 43 | 2,9 | 100 |

Graphique 36 : Perception par les ménages du degré de corruption par secteur

Graphique 37 :

Perception par les entreprises du degré de corruption selon les secteurs

Graphique 38:

Perception par les fonctionnaires du degré de corruption selon les secteurs

# LES CAUSES DE LA CORRUPTION

1.
2.

## **Point de vue des chefs de ménages**

Les causes de la corruption présentées ici sont considérées comme non exclusives en ce sens que plusieurs causes peuvent contribuer à l’existence ou l’aggravation du phénomène de la corruption. Aussi, il est demandé aux enquêtés de situer le niveau d’importance des différents facteurs entrainant la corruption sachant qu’une personne enquêtée peut attribuer une modalité de réponse à plusieurs causes à la fois.

Il ressort des résultats de l’enquête figurant au tableau n°12 et au graphique n°39 que pour les ménages la plupart des causes évoquées sont importantes voire très importantes dans l’apparition du phénomène de la corruption. Ainsi les causes qualifiées par les ménages de très importantes ou importantes sont par ordre décroissant des proportions correspondantes : l’impunité des acteurs de corruption (92,5%), l’appât du gain (86,1%), les bas salaires des agents publics (85,1%), la pauvreté de la population (83,4%), la lourdeur et la complexité des procédures administratives (80,7%), la faiblesse de l’Etat et la prédominance du tribalisme et du communautarisme (79%), la perte de valeurs morales (74,9%), l’absence de la culture du mérite (67,9%), la méconnaissance du système de dénonciation (66,4%), les raisons culturelles ou pratiques traditionnelles (56,1%).

Une leçon tirée de ces chiffres revient à dire que, du point de vue des chefs de ménages, une action visant à l’élimination des causes de la corruption devrait nécessairement être multidimensionnelle et porter à la fois sur l’impunité des acteurs de la corruption, le niveau des salaires des agents publics, la pauvreté de la population ainsi que la lourdeur des procédures administratives et la faiblesse de l’Etat.

Tableau 12 : Perception par les ménages des causes de la corruption (%)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Causes de corruption | Très important | Important | Moyen | Pas important | Pas d'opinion | Total |
| Raison culturelle / pratique traditionnelle | 39,5 | 16,6 | 11,1 | 22,7 | 10,1 | 100,0 |
| Absence de culture du mérite | 44,9 | 23 | 16,6 | 6,7 | 8,8 | 100,0 |
| Pauvreté de la population | 57,4 | 26 | 5,4 | 6,8 | 4,4 | 100,0 |
| Bas salaire des agents publics | 65,4 | 19,7 | 4,1 | 8,4 | 2,4 | 100,0 |
| Méconnaissance du système de dénonciation | 40 | 26,4 | 14,6 | 9,8 | 9,2 | 100,0 |
| Impunité des acteurs de la corruption | 72,2 | 20,3 | 3,7 | 0,7 | 3,1 | 100,0 |
| Pertes de valeurs morales | 53,2 | 21,7 | 11,9 | 8,1 | 5,1 | 100,0 |
|  Appât du gain facile | 66,4 | 19,7 | 6,1 | 2,4 | 5,4 | 100,0 |
| Lourdeur et complexité des procédures administratives | 55,6 | 25,1 | 8,1 | 2,4 | 8,8 | 100,0 |
| Faiblesse de l'Etat et prédominance du tribalisme et du communautarisme | 60,7 | 18,3 | 6,4 | 6,8 | 7,8 | 100,0 |

Graphique 39 : Perception par les ménages des causes de la corruption

## **Point de vue des chefs d’entreprises**

Les entrepreneurs accordent, eux aussi, un poids important à la quasi totalité des causes évoquées tout en privilégiant la faiblesse de l'Etat et la prédominance du tribalisme et du communautarisme avec une proportion de 75,2% des entrepreneurs qui estiment que cette cause est importante ou même très importante, suivie des facteurs ci-après : Pertes de valeurs morales ( 71,1%), Lourdeur et complexité des procédures administratives (69,5%) et Bas salaire des agents publics (68%). Les autres causes de la corruption sont jugées importantes à très importantes par des proportions d’entrepreneurs de la manière suivante : Pauvreté de la population (65,9%), Appât du gain facile (65%), Impunité des acteurs de la corruption (63,8%), Méconnaissance du système de dénonciation (62,8%), Absence de culture du mérite (61,2%) et Raison culturelle ou pratique traditionnelle (57,3%). Le tableau 13 et le graphique 40 ci-dessous présentent les détails de ces informations.

Tableau 13 : Appréciation par les entreprises des causes de la corruption (%)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Causes de corruption | Très important | Important | Moyen | Pas important | Pas d'opinion | Total |
| Raison culturelle / pratique traditionnelle | 34,7 | 22,6 | 16,1 | 23,4 | 3,2 | 100,0 |
| Absence de culture du mérite | 43,7 | 17,5 | 21,5 | 13,5 | 3,8 | 100,0 |
| Pauvreté de la population | 39,8 | 26,1 | 13,7 | 18,5 | 1,9 | 100,0 |
| Bas salaire des agents publics | 46,8 | 21,2 | 10,2 | 20,2 | 1,6 | 100,0 |
| Méconnaissance du système de dénonciation | 43,9 | 18,9 | 22,9 | 12,4 | 1,9 | 100,0 |
| Impunité des acteurs de la corruption | 53,1 | 10,7 | 13,9 | 21 | 1,3 | 100,0 |
| Pertes de valeurs morales | 48,3 | 22,8 | 14,2 | 12,6 | 2,1 | 100,0 |
|  Appât du gain facile | 50,4 | 14,6 | 15,1 | 18,6 | 1,3 | 100,0 |
| Lourdeur et complexité des procédures administratives | 48,3 | 21,2 | 15 | 13,9 | 1,6 | 100,0 |
| Faiblesse de l'Etat et prédominance du tribalisme et communautarisme | 59,6 | 15,6 | 6,5 | 15,4 | 3 | 100,1 |

Graphique 40 : Perception par les entreprises des causes de la corruption

## **Point de vue des fonctionnaires**

Les fonctionnaires enquêtés ont établi le classement suivant pour les causes de la corruption en sachant que plusieurs causes peuvent être considérées à la fois comme importantes par la même personne (tableau 14 et graphique 41) : Faiblesse de l'Etat et prédominance du tribalisme et du communautarisme (89%), Pertes de valeurs morales (88,6%), Bas salaire des agents publics (85,6%), Impunité des acteurs de la corruption (80,8%), Pauvreté de la population (80,7%), Lourdeur et complexité des procédures administratives (77,9%), Absence de culture du mérite (76,2%), Appât du gain facile (73,5%), Méconnaissance du système de dénonciation (68,5%), Raison culturelle ou pratique traditionnelle (56,4%).

Tableau 14 : Appréciation par les fonctionnaires entreprises des causes de la corruption

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Causes de corruption | Très important | Important | Moyen | Pas important | Pas d'opinion | Total |
| Raison culturelle / pratique traditionnelle | 34,1 | 22,3 | 13,6 | 24,4 | 5,6 | 100,0 |
| Absence de culture du mérite | 56,2 | 20 | 14,1 | 5,2 | 4,5 | 100,0 |
| Pauvreté de la population | 49 | 31,7 | 9,3 | 7,9 | 2,1 | 100,0 |
| Bas salaire des agents publics | 59,5 | 26,1 | 5,1 | 7,6 | 1,7 | 100,0 |
| Méconnaissance du système de dénonciation | 47,1 | 21,4 | 18,7 | 9,3 | 3,5 | 100,0 |
| Impunité des acteurs de la corruption | 60,1 | 20,7 | 13,4 | 3,4 | 2,4 | 100,0 |
| Pertes de valeurs morales | 66,1 | 22,5 | 5,2 | 3,4 | 2,8 | 100,0 |
|  Appât du gain facile | 49,1 | 24,4 | 15,1 | 10 | 1,4 | 100,0 |
| Lourdeur et complexité des procédures administratives | 53,1 | 24,8 | 13,1 | 5,9 | 3,1 | 100,0 |
| Faiblesse de l'Etat et prédominance du tribalisme et communautarisme | 67 | 22 | 2,1 | 5,8 | 3,1 | 100,0 |

Graphique 41 : Perception par les fonctionnaires des causes de la corruption

## **Synthèse des points de vue des différents enquêtés**

L’analyse combinée des points de vue des différentes catégories d’enquêtés montre que de l’avis général les causes suivantes jouent les rôles les plus importants dans l’existence et l’aggravation du phénomène de la corruption par ordre d’importance décroissant (voir tableau 15) :

* La faiblesse de l'Etat et la prédominance du tribalisme et du communautarisme ;
* La perte des valeurs morales ;
* Les bas salaires des agents publics ;
* La pauvreté de la population ;
* Lourdeur et complexité des procédures administratives ; et
* L’impunité des acteurs de corruption.

Tableau 15 :

Ordre d’importance décroissant des causes de la corruption pour chaque catégorie d’enquêtés

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Ménages** | **Entreprises** | **Fonctionnaires** |
| l’impunité des acteurs de corruption (92,5%) | la faiblesse de l'Etat et la prédominance du tribalisme et du communautarisme (75,2%) | Faiblesse de l'Etat et prédominance du tribalisme et du communautarisme (89%) |
| l’appât du gain (86,1%) | Pertes de valeurs morales (71,1%) | Pertes de valeurs morales (88,6%) |
| les bas salaires des agents publics (85,1%) | Lourdeur et complexité des procédures administratives (69,5%) | Bas salaire des agents publics (85,6%) |
| la pauvreté de la population (83,4%) | Bas salaire des agents publics (68%) | Impunité des acteurs de la corruption (80,8%) |
| la lourdeur et la complexité des procédures administratives (80,7%) | Pauvreté de la population (65,9%) | Pauvreté de la population (80,7%) |
| la faiblesse de l’Etat et la prédominance du tribalisme et du communautarisme (79%) | Appât du gain facile (65%) | Lourdeur et complexité des procédures administratives (77,9%) |
| la perte de valeurs morales (74,9%) | Impunité des acteurs de la corruption (63,8%), | Absence de culture du mérite (76,2%) |
| l’absence de la culture du mérite (67,9%)  | Méconnaissance du système de dénonciation (62,8%) | Appât du gain facile (73,5%) |
| Méconnaissance du système de dénonciation (66,4%) | Absence de culture du mérite (61,2%)  | Méconnaissance du système de dénonciation (68,5%) |
| les raisons culturelles ou pratiques traditionnelles (56,1%) | Raison culturelle ou pratique traditionnelle (57,3%) | Raison culturelle ou pratique traditionnelle (56,4%) |

# LA JUSTICE

1.
2.
3.

## **Opinions des usagers**

Le tableau 16 ci-dessous regroupe un ensemble d’indicateurs relatifs au secteur de la Justice. Il en ressort que les prestations du secteur de la justice sont sollicitées par 37,6% des ménages et 32,1% des entreprises. Les motifs de recours de ces usagers aux prestations du secteur judiciaire sont pour la plupart des cas liés à la délivrance d’actes : 60% pour les ménages et 50,4% des entreprises. Les affaires civiles sont citées par 31,5% des ménages et 41,6% des entreprises tandis que le pénal ne constitue que 8,1% des occasions des ménages d’avoir affaire à la justice et 4,8% des entreprises.

A la question si l’usager a payé le prix juste ou non, il ressort des réponses données que 70% des ménages usagers ont payé le prix juste contre 20% ayant déclaré avoir payé au-delà du juste prix. Les chiffres correspondants pour les entrepreneurs sont respectivement 53,4% et 38,1%. A comparer ces proportions d’enquêtés ayant payé un prix supérieur au juste prix avec les proportions respectives de 25,1% des ménages et de 30,6% des entrepreneurs ayant déclaré que la corruption est plutôt grande au niveau du secteur de la justice (Tableaux 7 et 8, Graphiques 21 et 22 plus haut).

Quant aux raisons invoquées pour le paiement d’un prix supérieur au prix juste de la prestation, 57,1% des ménages concernés l’ont fait sur demande du fonctionnaire alors que 23,9% des mêmes usagers concernés l’ont proposé eux-mêmes et 19% estiment que c’est commun et connu de tous. Les chiffres correspondants pour es entreprises sont respectivement 53,3%, 8,9% et 37,8%. Il convient de relativiser ces résultats car ils sont obtenus sur de petits effectifs de 22 ménages et 45 entreprises qui correspondent à des proportions d’usagers déclarant payer plus du juste prix. Ce qui implique que non seulement ces résultats ne sont pas suffisamment significatifs mais dénotent aussi de la limitation du phénomène du « payer plus que le juste prix » au niveau du secteur de la justice du fait notamment de la faiblesse du taux d’usager de ce secteur (Effet du taux d’usage).

Tout en tenant compte de cette réserve, les motifs du paiement supérieur au juste prix avancés sont en premier lieu pour 68,2% des ménages et 77,3% des entrepreneurs le fait de vouloir « faire avancer plus vite un dossier ou le faire avancer normalement », alors que les motifs liés à l’obtention d’un jugement favorable ou d’un acte indu sont avancés par 31,8% des ménages concernés et 22,7% des entreprises concernées. Ce qui dénote d’une attente forte chez les usagers du secteur judiciaire par rapport à l’amélioration du traitement de leur dossier.

En ce qui concerne les formes de corruption les plus fréquentes, les pots de vin et commissions sont cités par 47,2% des ménages et 63,7% des entreprises contre respectivement 35% et 25% pour le favoritisme. Les conséquences de cette corruption sont considérées comme obstacle au bon déroulement des affaires par 53,7% des ménages et 53,9% des entreprises, soit plus de la moitié des enquêtés, contre 31,7% et 30,4% qui pensent qu’elle faciliterait ces affaires.

Tableau 16 : Indicateurs relatifs au secteur de la Justice (en %)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|   | Ménages | Entreprises |
| Taux d'usagers du Secteur de la Justice  |
| Usagers | 37,6 | 32,1 |
| Non usagers | 62,4 | 67,9 |
| Motifs de recours à la Justice |
| Délivrance d'acte | 60,4 | 50,4 |
| Affaire civile | 31,5 | 41,6 |
| Affaire pénale | 8,1 | 4,8 |
| Autre | 0 | 3,2 |
| Appréciation du prix payé |
| Prix juste | 70 | 53,4 |
| Moins | 10 | 8,5 |
| Plus | 20 | 38,1 |
| Raison du paiement du prix supérieur au juste prix |
| Paiement demandé par le fonctionnaire | 57,1 | 53,3 |
| Paiement proposé par l'usager | 23,9 | 8,9 |
| C'est commun et connu de tous | 19 | 37,8 |
| Motif du paiement au dessus du juste prix |
| Faire avancer le dossier plus vite | 40,9 | 45,5 |
| Faire avancer le dossier normalement | 27,3 | 31,8 |
| Obtenir un jugement en votre faveur | 22,7 | 13,6 |
| Obtenir un acte que l’on n’aurait pas pu avoir | 9,1 | 9,1 |
| Forme de corruption la plus fréquente au niveau de la Justice |
| Pots de vin, commission | 47,2 | 63,7 |
| Favoritisme, tribalisme | 35 | 25 |
| Corruption extorsion | 5,2 | 2,5 |
| Autres | 6 | 8,8 |
| Aucune | 6,6 | 0 |
| Conséquence de la corruption sur les affaires |
| Facteur facilitateur | 31,7 | 30,4 |
| Obstacle | 53,7 | 53,9 |
| Ni l'un ni l'autre | 14,6 | 15,7 |
|  |  |  |
| Total | 100 | 100 |

Graphique 42 : Demandes du paiement supplémentaire par catégories

## **Opinions des professionnels de la justice**

Il convient de rappeler d’emblée que seuls les fonctionnaires du Ministère de la Justice sont concernés par cette section du questionnaire « Fonctionnaires ». Selon ces employés, la forme de la corruption la plus fréquente dans leur secteur est celle du favoritisme avec 44,8% des réponses, suivie des pots de vins et commissions avec 32,4%, la corruption dite d’extorsion sans service rendu en contrepartie est quasiment marginale (2,8%).

En matière de gestion du personnel, les taux de satisfaction des fonctionnaires par rapport aux diverses dimensions de cette gestion sont représentées dans le graphique 43 ci-après. Si l’on regroupe les modalités « Très satisfaisant » et « Satisfaisant », il en ressort que le taux de satisfaction oscille entre 46,6% et 54,9% selon les dimensions considérées. Cependant, seuls 23,1% de ces employés estiment que leur salaire est en adéquation avec le travail qui leur est confié.

Graphique 43 : Gestion du personnel dans le secteur de la justice : Qualification des décisions relatives à la gestion, la politique et la réglementation du personnel

A la question de savoir si certains de leurs collègues exercent un second emploi, les fonctionnaires des corps de la justice répondent que ce n’est pas le cas pour plus de la moitié des réponses (52,1%) contre un cinquième (20,9%) qui pensent que quelques uns seulement exercent un second emploi. Par ailleurs ils sont une grande majorité à penser la part du revenu par rapport au revenu total de leurs supérieurs, collègues ou subordonnés provenant des cadeaux et paiements officieux est plutôt nulle : entre 73,6% et 80,8% (tableau 17). Ils sont quelques 15,5% à penser que leurs supérieurs gagnent plus de la moitié de leurs revenus à travers les cadeaux et paiements officieux, les chiffres correspondants pour les collègues de même rang et les subordonnés sont 10,9% et 12,3%.

Concernant leur évaluation de l’état de la corruption, ils sont 77,8% à penser qu’elle est courante voire très courante en Mauritanie, 79,6% à penser la même chose pour le Secteur public et 46,3% en ce qui concerne leur propre secteur, celui de la Justice (tableau 18). Par ailleurs, 24,1% de ces fonctionnaires déclarent que les usagers essaient souvent de leur proposer des paiements officieux, le plus souvent sous forme d’argent (62,2%) et moins souvent sous forme de cadeaux (16,2%). Le motif quasi-exclusif de ces tentatives de corruption invoqué est l’accélération des procédures judiciaires. D’où une fois encore la nécessité d’agir sur le rythme de traitement des dossiers de la justice si l’on veut diminuer le niveau de corruption dans ce secteur.

Tableau 17 :

Part du revenu provenant des cadeaux et paiements officieux par rapport au revenu total selon les fonctionnaires de la justice

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Part du revenu | Supérieurs | Collègues de même rang | Subordonnés |
| Plus de la moitié | 15,5 | 10,9 | 12,3 |
| Environ la moitié | 7,8 | 5,9 | 5,4 |
| Moins de la moitié | 3,1 | 2,9 | 1,5 |
| Rien | 73,6 | 80,3 | 80,8 |
| Total | 100 | 100 | 100 |

Tableau 18 : Evaluation par les fonctionnaires de la Justice du degré de corruption

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | N'existe pas | Très limité | Assez répandue | Courante | Très courante | Total |
| Mauritanie | 0,7 | 7,6 | 13,9 | 34,7 | 43,1 | 100 |
| Secteur public | 1,4 | 4,9 | 14,1 | 40,2 | 39,4 | 100 |
| Secteur de la Justice | 9,7 | 23,1 | 20,9 | 34,3 | 12 | 100 |

# LA DOUANE

1.
2.

## **Point de vue des usagers des services douaniers**

Le tableau 19 ci-dessous présente les résultats des volets « Ménages » et « Entreprises » de l’enquête par rapport aux questions spécifique à la Douane. Il en ressort en premier lieu que les taux d’usagers des services douaniers sont respectivement de 22% pour les ménages et 36,7% pour les entreprises, soit 65 sur 295 ménages ayant répondu et 137 sur 373 entreprises ayant répondu. La majorité de ces usagers s’adressent aux services douaniers pour le motif de dédouanement de marchandises : 57,8% des ménages et 84,1% des entreprises. Le contrôle sur les routes semble concerne32,8% des ménages. Les bureaux de douanes les plus fréquentés par les usagers sont celui des douanes de Rosso en ce qui concerne les ménages (70,3%) et celui du Port de Nouakchott quant aux entreprises (50,4%). Le bureau des douanes du Port de Nouadhibou est sollicité par 22,6% des entreprises interrogées, portant le recours aux bureaux portuaires à 73% des entreprises.

A la question si le prix payé en contrepartie des prestations est le juste prix ou non, 60,3% des ménages répondent que c’est le juste prix contre 17,5% de ces mêmes ménages qui estiment qu’ils ont payé plus que le juste prix. Au niveau des entreprises les chiffres correspondants sont respectivement de 51,5% et 29,1%. Ces paiements supplémentaires par rapport au juste prix ont été effectués pour la plupart sur demande de l’agent concerné selon la totalité des ménages concernés et 73,2% des entreprises concernées. Une proportion de 22% des entreprises concernées a déclaré que ces suppléments de paiements sont communs et connus de tous. Les quelques enquêtés ayant déclaré avoir effectué ce supplément de prix l’ont fait souvent à destination de douaniers 90,9% des ménages et 85,4% des entreprises. Encore une fois, l’observation faite plus haut sur la non significativité de certains taux calculés sur de petits chiffres reste valable ici aussi.

Concernant les conséquences de la corruption par rapport à la marche des affaires, on relève que 45,2% des ménages perçoivent la corruption plutôt comme une gêne et un frein aux échanges contre 25,5% qui estiment qu’elle est plutôt une bonne chose qui facilite les procédures. Au niveau des entreprises, une proportion de 54,5% juge qu’elle constitue un obstacle et un frein à la bonne marche des affaires contre 40,9% qui déclarent que c’est un facteur facilitateur. Il est permis d’en déduire que la facilitation et la simplification des procédures douanières pourrait être un facteur de limitation du phénomène de la corruption dans le secteur douanier.

Selon les entrepreneurs, la forme de corruption la plus fréquente est celle des pots de vin et commission (80,9%). Les paiements officieux effectués par les importateurs sont à 48,5% des cas à une fréquence très élevée, c’est-à-dire que le payement est systématique (à chaque fois)  ou très régulier. Quelque 19,8% des entreprises enquêtées ont déclaré connaitre une société qui aurait eu à effectuer des paiements non officiels au port ou à l’aéroport. Enfin, plus de la moitié des entreprises (52,3%) estiment que « personne ne demande ou n’offre quoi que ce soit mais qu’il est communément admis qu’il faut faire un paiement et combien il faut payer ».

Tableau 19 : Indicateurs relatifs au secteur de la Douane (en %)

|  | Ménages | Entreprises |
| --- | --- | --- |
| Taux d'usagers du Secteur de la Douane |
| Usagers | 22 | 36,7 |
| Non usagers | 78 | 63,3 |
| Motifs de recours aux services douaniers |
| Dédouanement de marchandise | 57,8 | 84,1 |
| Contrôle sur les routes | 32,8 | 6,5 |
| Agréments | 7,8 | 3,6 |
| Attestations | 0 | 2,9 |
| Autres | 1,6 | 2,9 |
| Lieu du recours aux services des douanes |
| Port de Nouakchott | 10,9 | 50,4 |
| Port de Nouadhibou | 9,4 | 22,6 |
| Douanes de Rosso | 70,3 | 10,9 |
| Autre | 9,4 | 16,1 |
| Appréciation du prix payé |
| Prix juste | 60,3 | 51,5 |
| Moins | 22,2 | 19,4 |
| Plus | 17,5 | 29,1 |
| Raison du paiement du prix supérieur au juste prix  |
| Paiement demandé par le fonctionnaire | 100 | 73,2 |
| Paiement proposé par l'usager | 0 | 4,8 |
| C'est commun et connu de tous | 0 | 22 |
| Qualification de la pratique de la corruption dans le secteur douanier |
| Plutôt une bonne chose qui facilite les procédures | 25,5 |  |
| Plutôt une gêne et un frein aux échanges | 45,2 |  |
| Ne souhaite pas répondre | 29,3 |  |
| Conséquence de la corruption sur les affaires |
| Facteur facilitateur |  | 40,9 |
| Obstacle et frein |  | 54,5 |
| Ni l'un ni l'autre |  | 4,5 |
| Forme de corruption la plus fréquente au niveau des Douanes |
| Pots de vin, commission |  | 80,9 |
| Favoritisme, tribalisme |  | 8,4 |
| Corruption extorsion |  | 9,2 |
| Autres |  | 1,5 |
| Fréquence de paiements officieux effectués par des importateurs |
| A chaque fois |  | 33,3 |
| Très régulièrement |  | 15,2 |
| De temps en temps |  | 8,3 |
| Rarement |  | 11,4 |
| Jamais |  | 2,3 |
| Non concerné |  | 29,5 |
|  |  |  |
| Les cas de corruption connus directement |
| L’employé du port ou de l’aéroport demande paiement |  | 30,9 |
| Les hommes d'affaires offrent un paiement spontané |  | 15,8 |
| C'est connu il faut le faire |  | 53,3 |
| les cas de corruption les plus fréquents |
| L’employé du port ou de l’aéroport demande paiement |  | 32,3 |
| Les hommes d'affaires offrent un paiement spontané |  | 15,4 |
| C'est connu il faut le faire |  | 52,3 |
| Total | 100 | 100 |

Graphique 44 : Répartition des enquêtés ayant déclaré un paiement supplémentaire selon les catégories d'agents récipiendaires (Petits effectifs)

## **Point de vue des douaniers**

Les douaniers interrogés travaillent au Port de Nouakchott (36,7%), au Port de Nouadhibou (15,8%), aux Services des Douanes de Rosso (12,2%) ainsi que dans les autres services douaniers (35%) notamment à la Direction Générale à Nouakchott. Selon ces douaniers, la forme de corruption la plus fréquente dans le secteur douanier est le « favoritisme » (38,8%) suivi par « les pots de vins et commissions » (27,5%). Ces pratiques corruptives ont lieu lors du dédouanement des marchandises selon 41,5% des enquêtés ainsi d’autres occasion (32,9%) et au cours des contrôles sur les routes (13,4%).

Dans le domaine de la gestion du personnel, les douaniers sont relativement satisfaits dans la mesure où plus de la moitié estiment que les décisions en cette matière sont formellement écrites et diffusées (51,8%), simples et claires (55,4%), bien suivies (55,4%) et strictement appliquées (61,3%). Cependant quelque 57% estiment qu’elles requièrent un nombre excessif d’étapes administratives (graphique 45).

Graphique 45 : Gestion du personnel dans le secteur des douanes: Qualification des décisions relatives à la gestion, la politique et la réglementation du personnel

A la question sur l’adéquation du salaire avec le travail confié, l’écrasante majorité des douaniers répondent par la négative (91,1%). Cependant, ils ne sont que 14,6% à affirmer que quelques uns seulement de leurs collègues exercent un second emploi contre 73,2% d’enquêtés qui déclarent que leurs collègues ne s’adonnent à aucune autre activité professionnelle. Par ailleurs, ils sont une écrasante majorité à déclarer que la part de revenu de leurs collègues provenant des cadeaux  et paiements officieux est nulle (entre 78,4 et 84% selon le cas).

Selon les douaniers interrogés, 59,7% d’entre eux estiment que la corruption en Mauritanie est courante et même très courante. De même, 69,3% des douaniers jugent la corruption dans le secteur public est courante voire très courante. Le chiffre correspondant pour leur propre secteur (Douanes) est de 43,2%. Si l’on ajoute à cela la modalité « Assez répandue », on se retrouve avec des chiffres respectifs de 76,6%, 82,7%, 59,4%.

Les douaniers estiment à concurrence de 36,4% que les usagers leur proposent souvent des paiements officieux contre 63,6% qui déclarent le contraire. Ces offres sont souvent sous la forme d’argent (53,6%) ou de cadeaux (28,6%).

# LES IMPOTS

1.
2.

## **Opinions des usagers sur le secteur des impôts**

Le tableau 20 ci-après contient les indicateurs relativement aux services des Impôts calculés à partir des résultats de l’enquête. Les usagers des services des Impôts représentent 39% des ménages et 72,6% des entreprises, sachant que l’échantillon d’entreprises comprend un lot d’unités informelles. Pour chacune des deux catégories d’enquêtés, le recours aux services des impôts est dans l’écrasante majorité des cas pour une occasion liée à des questions d’impôts et taxes (82,5% des ménages et 90,3% des entreprises), les autres motifs de sollicitation des services des impôts n’ayant que des poids limités si l’on n’exclut le service domanial qui compte pour 8,8% des réponses des ménages.

Le prix payé par les contribuables aux services des Impôts est considéré comme le juste prix par 69,3% des chefs de ménages et 65,8% des chefs d’entreprises, ceux qui pensent que ce prix est majoré représentant 9,6% des ménages et 22,3% des entrepreneurs. Parmi ces derniers, une majorité composée de 70% d’entrepreneurs effectue ce surplus de paiement à la demande de l’agent des Impôts. De même, un groupe majoritaire formé de 71,6% de l’ensemble des entreprises juge que les pots de vin et commissions représentent la forme de corruption la plus fréquente au niveau des Impôts. Le paiement officieux par une société aux services des impôts est signalé par seulement 16,3% des entreprises qui disent connaître directement une société qui aurait eu à effectuer des paiements non officiels au service des impôts.

Ils sont 54,6 des ménages et 78,3% des entreprises à penser que le paiement de l’impôt est utile. Une proportion de 35,2% pense néanmoins qu’il existe bien des traitements différenciés concernant le paiement des impôts selon les divers critères d’appartenance sociale. Mais ils sont 92% des ménages à penser que la corruption dans le secteur des impôts n’apporte aucun avantage alors que 54,4% des entreprises considèrent que c’est un obstacle aux affaires.

Tableau 20 : Indicateurs relatifs au secteur des Impôts (en %)

|   | Ménages | Entreprises |
| --- | --- | --- |
| Taux d'usagers du Secteur des Impôts |
| Usagers | 39 | 72,6 |
| Non usagers | 61 | 27,4 |
| Motifs de recours aux services des Impôts |
| Impôts et taxes | 82,5 | 90,3 |
| Délivrance d'attestation | 4,3 | 4,5 |
| Service domanial | 8,8 | 2,2 |
| Service cadastral | 0,9 | 0,4 |
| Enregistrement | 0,9 | 1,1 |
| Autre | 2,6 | 1,5 |
| Appréciation du prix payé |
| Prix juste | 69,3 | 65,8 |
| Moins | 21,1 | 11,9 |
| Plus | 9,6 | 22,3 |
| Raison du paiement du prix supérieur au juste prix (%) |
| Paiement demandé par le fonctionnaire |  | 70,3 |
| Paiement proposé par l'usager |  | 6,3 |
| C'est commun et connu de tous |  | 23,4 |
| Forme de corruption la plus fréquente au niveau des Impôts |
| Pots de vin, commission |  | 71,6 |
| Favoritisme, tribalisme |  | 13,5 |
| Corruption extorsion |  | 6,1 |
| Aucune |  | 2,5 |
| Autres |  | 6,3 |
| Conséquence de la corruption sur les affaires |
| Facteur facilitateur |  | 29,3 |
| Obstacle |  | 54,4 |
| Ni l'un ni l'autre |  | 16,3 |
| Total | 100 | 100 |

## **Opinions des professionnels du secteur des impôts**

La moitié des fonctionnaires du corps des impôts considère que la forme de corruption la plus fréquente au niveau de leur secteur est celle des pots de vins et commissions (50%), suivie du favoritisme (28,6%). Le pratiques corruptive interviennent à l’occasion des impôts et taxes (60,3%), les deux autres motifs de délivrance d’attestation et d’enregistrement sont cités chacun par 8,6% des enquêtés.

Le personnel des impôts n’est pas satisfait à concurrence de 85% du niveau des salaires en comparaison avec le travail qui leur est confié. Ils sont 30% à penser que certains de leurs collègues exercent un second emploi. Ils sont cependant à plus de 80% qui estiment que la part des revenus de leurs collègues provenant des cadeaux et paiement officieux est nulle. Seuls quelques 18,7% pensent que leurs supérieurs hiérarchiques gagnent une part de leurs revenus à partir de ces paiements officieux. Les chiffres correspondants pour leurs collègues de même rang ou leurs subordonnés sont respectivement de 15,3% et 18,6%. Un nombre important d’agents des impôts (73,3%) déclare que les usagers tentent souvent de leurs proposer des paiements officieux et ce, sous forme d’argent (30,8%) ou de cadeaux (3,5%) pour des motifs de délivrance d’attestation (50%) et de services domaniaux (50%).

La corruption en Mauritanie est qualifiée par 77,6% des professionnels des impôts comme courante ou très courante. C’est aussi le cas du secteur public pour 81,4% de ces mêmes fonctionnaires et le cas du secteur des impôts pour 53,7%.

En matière de gestion du personnel, les agents des services des Impôts sont plutôt mécontents avec 60,7% qui estiment que les décisions ne sont pas formellement écrites ni bien diffusées, 54,6% pensent que ces décisions ne sont pas strictement appliquées, 54,1% trouvent qu’elles requièrent un nombre excessif d’étapes administratives, 50,9% jugent qu’elles ne sont pas bien suivies et 44,3% pensent que ces décisions manquent de simplicité et de clarté (Graphique 46).

Graphique 46 :

Gestion du personnel dans le secteur des Impôts : Qualification des décisions relatives à la gestion, la politique et la réglementation du personnel

# LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le tableau 21 ci-dessous regroupe les indicateurs portant sur la lutte contre la corruption selon les points de vues des trois catégories d’enquêtés. Concernant la volonté politique de lutter contre la corruption, 63,9% des ménages pensent qu’elle existe réellement, ce taux étant de 48,1% des entreprises et 65,9% des fonctionnaires. Le Gouvernement est jugé engagé et même très engagé dans la lutte contre la corruption par 46,8% des ménages, 34,9% des entreprises et 58,8% des fonctionnaires, ce qui fait ressortir le scepticisme des entrepreneurs quant à leur perception de l’engagement du Gouvernement dans la lutte contre corruption (57% estiment qu’il n’est pas très engagé ou pas du tout engagé). La société civile n’est pas créditée d’un niveau élevé d’engagement dans la lutte contre la corruption : 46,8% des ménages, 67,7% des entreprises, 54,5% des fonctionnaires estiment qu’elle n’est pas très engagée ou même pas du tout engagée. A la question posée exclusivement aux fonctionnaires sur l’existence d’une volonté de leur Département employeur, 79,2% de ces fonctionnaires répondent par l’affirmative.

Concernant la perception du niveau des ressources à la disposition du Gouvernement quant au besoin de la lutte contre la corruption, une majorité de répondants s’accorde à dire qu’elles sont suffisantes : 52,6% des chefs de ménages, 61,3% des entrepreneurs et 72,2% des agents publics. Néanmoins, quelques 29% des ménages, 31,7% et 22% des fonctionnaires jugent que le Gouvernement a besoin de ressources supplémentaires plus ou moins importantes. A la question sur l’évolution probable de l’état de la corruption en Mauritanie, les avis sont plutôt optimistes : 50,1% des ménages, 42,1% d’entreprises et 71,6% de fonctionnaires pensent qu’il y aura stagnation ou baisse du niveau de la corruption dans les années à venir.

Au niveau des sanctions préconisées par les différents enquêteurs pour combattre la corruption, le graphique 47 ci-après fait ressortir qu’une majorité composée de 64,8% des ménages, 64,8% des chefs d’entreprises et 56% des fonctionnaires privilégie les sanctions combinées de « perte de travail plus la prison » ou « perte de travail plus une amende ». Les sanctions « perte de travail » ou « payement d’une amende » sont préconisées de manière exclusive l’une par rapport à l’autre par 28,8% des ménages, 27,1% des entreprises et 37,8% des agents publics.

En matière de dénonciation de la corruption, seule une minorité composée de 17,7% de ménages, 22% d’entreprises et 35,6% de fonctionnaires sait comment dénoncer les cas de corruption. Au sujet du système de dénonciation de la corruption, on remarque une différence entre la perception des ménages et des entreprises d’une part et celles des fonctionnaires d’autre part. En effet, ceux qui pensent que le système de dénonciation est effectif représentent 18,7% des chefs de ménages et 45% de chefs d’entreprises contre 64,4% de fonctionnaires. De même, en ce qui concerne l’influence du système de dénonciation sur la lutte contre la corruption, ceux qui jugent qu’elle est moyenne ou grande sont 31,6% de ménages et 39,4% d’entreprises alors qu’ils forment 54,3% des fonctionnaires. On peut en déduire que les ménages ne croient pas beaucoup aux mécanismes de dénonciation de la corruption de manière plus accentuée que chez les autres catégories d’enquêtés. A la question posée de manière spécifique aux fonctionnaires sur un éventuel bureau chargé de recevoir les plaintes dénonçant des cas de corruption, seuls un quart (25,5%) de ces agents disent être au courant d’un tel lieu et seuls 21% de ces fonctionnaires sont au fait de procédures que doit conduire leur Département en cas de dénonciation de cas de corruption. Par ailleurs, il n’existe pas de crainte particulière chez les enquêtés à dénoncer des cas de corruption tel que c’est déclaré par 86,7% de ménages, 85,4% d’entreprises et 82,4% de fonctionnaires.

A la question de savoir si les enquêtés sont eux-mêmes personnellement engagés dans la lutte contre la corruption, ils sont nombreux à déclarer qu’ils sont engagés ou même très engagés : 88% de ménages, 81,8% d’entreprises et 96,7% de fonctionnaires. Ils sont aussi à une écrasante majorité à déclarer que la religion est le facteur le plus important contre la corruption, suivie par la morale jugée très importante et la tradition considérée elle aussi un facteur important contre la corruption. Les enquêtés accordent à la sanction un rôle assez important dans la lutte contre corruption alors les raisons d’ordre économique ne sont pas déterminantes pour empêcher quelqu’un de s’engager dans un processus de corruption. Tel est le classement établi selon les réponses des enquêtes par rapport aux facteurs de répulsion vis-à-vis de la corruption.

Tableau 21 : Indicateurs relatifs à la lutte contre la corruption

|  | Ménages | Entreprises | Fonctionnaires |
| --- | --- | --- | --- |
| Existence d'une volonté politique réelle de lutter contre la corruption |
| Oui | 63,9 | 48,1 | 65,9 |
| Non | 36,1 | 51,9 | 34,1 |
| Niveau d'engagement du gouvernement dans la lutte contre la corruption |
| Très engagé | 21,5 | 8,1 | 25,3 |
| Engagé | 25,3 | 26,8 | 33,5 |
| Pas très engagé | 20,5 | 33,9 | 24,6 |
| Pas du tout engagé | 17,7 | 23,1 | 9,3 |
| Pas d'opinion | 15 | 8,1 | 7,3 |
| Niveau d'engagement de la société civile |
| Très engagée | 6,1 | 3,5 | 11,5 |
| Engagée | 22 | 18,2 | 19,1 |
| Pas très engagée | 25,1 | 42,8 | 32,6 |
| Pas du tout engagée | 21,7 | 24,9 | 21,9 |
| Pas d'opinion | 25,1 | 10,6 | 14,9 |
| Perception de la disponibilité de ressources suffisantes pour le Gouvernement pour la lutte contre la corruption |
| Assez de ressources | 52,6 | 61,3 | 72,2 |
| Besoin d'un peu plus de ressources | 13,3 | 14,5 | 11 |
| Besoin de beaucoup de ressources | 15,7 | 17,2 | 11 |
| Pas d'opinion | 18,4 | 7 | 5,8 |
| Evolution probable dans les années à venir |
| Augmentation | 31,1 | 33,2 | 14,4 |
| Stagnation | 11,9 | 12,3 | 10,3 |
| Baisse | 38,2 | 29,8 | 61,3 |
| Ne sait pas | 18,8 | 24,7 | 14 |
| Influence du système de dénonciation sur la corruption |
| Pas d'influence | 29,6 | 33,7 | 20,4 |
| Très faible | 16,8 | 9,6 | 17,2 |
| Faible | 22 | 17,3 | 8,1 |
| Moyen | 11 | 18,6 | 19,6 |
| Grande | 20,6 | 20,8 | 34,7 |
| Niveau d'engagement personnel |
| Très engagé | 69,8 | 48,4 | 83,6 |
| engagé | 18,2 | 33,4 | 13,1 |
| Pas très engagé | 9,5 | 12,8 | 1,5 |
| Pa du tout engagé | 1,4 | 3,2 | 0,4 |
| Pas d'opinion | 1,1 | 2,2 | 1,5 |

Graphique 47 :

Sanctions préconisées par les enquêtés pour lutter contre la corruption (%)

# CONCLUSION

Les différentes catégories d’enquêtés (ménages, entreprises et fonctionnaires) perçoivent l’existence à grande échelle en Mauritanie des différentes formes de corruption. Ils sont aussi nombreux à considérer que c’est un fléau fâcheux à éliminer, ayant un impact négatif sur la marche des affaires et une influence plus ou moins grande sur la vie personnelle, familiale et professionnelle. Pour répondre à cette forte attente citoyenne, il est donc recommandé de mettre en œuvre le plus rapidement possible une stratégie et un train de mesures visant à réduire l’ampleur de ce fléau.

Il ressort des opinions reflétées par l’enquête que les services de la Police Nationale, de Santé et des Impôts semblent être les plus touchés par le fléau de la corruption et à contrario, la Gendarmerie Nationale et la Justice ressortent comme étant relativement les secteurs les moins touchés. D’autres secteurs apparaissent comme aussi relativement affectés par la corruption : la Douane, les services en charge de la délivrance d’autorisations, les médias et les partis politiques, la distribution d’électricité parmi les services marchands. Comparativement, d’autres secteurs sont perçus par les enquêtés comme moins touchés par la corruption : les services d’éducation, la société civile, le secteur privé et les services de télécommunications. L’intervention publique contre la corruption devra donc cibler prioritairement les secteurs les plus touchés que sont ceux de la Police nationale, de la Santé, des Impôts, de la Douane et les divers services publics chargés de la délivrance de permis et d’autorisations ainsi que la SOMELEC. La Justice, bien qu’apparaissant relativement moins affectée devrait aussi être ciblée car elle constitue l’un des instruments d’intervention de lutte contre la corruption et à ce titre devrait être elle-même propre pour être efficace.

La comparaison entre le secteur public, le secteur privé et la société civile montre que le degré de corruption dans le premier secteur est perçu moyen ou élevé par une grande majorité d’enquêtés toutes catégories confondues, suivi du secteur privé et de la société civile.

Concernant l’étendue de la corruption chez les responsables et agents publics, la plupart des enquêtés estime que sels quelques de ces responsables et agents sont corrompus. La catégorie des administrateurs locaux (wali, hakem, maires) est cependant perçue par un groupe significatif d’enquêtés comme étant très touchée par la corruption, suivie par la classe des fonctionnaires moyens et subalternes. Les magistrats apparaissent au regard des trois catégories d’enquêtés comme étant les moins corrompus. A la lumière de ces résultats, Il conviendra de ne pas se limiter aux administrations centrales mais veiller à bien inclure les administrations décentralisées et déconcentrées dans le champ de la lutte contre la corruption.

* 1.
	2.
1.

De manière générale, les fonctionnaires déclarant en moyenne moins d’actes de corruption, il est permis de penser qu’ils ne seraient pas les meilleurs alliés et vecteurs d’une campagne de lutte contre la corruption et de promotion de l’intégrité. Evidemment, ils ne sont pas à exclure mais leur implication comporte des risques d’échec dont il faudrait tenir compte à l’avance.

L’analyse combinée des points de vue des différentes catégories d’enquêtés par rapport à leur appréciation des causes de la corruption montre que, du point de vue des enquêtés, une action visant à l’élimination des causes de la corruption devrait nécessairement être multidimensionnelle et porter à la fois sur les principales causes suivantes : (i) la faiblesse de l'Etat et la prédominance du tribalisme et du communautarisme ; (ii) la perte des valeurs morales ; (iii) les bas salaires des agents publics ; (iv) la pauvreté de la population ; (v) la lourdeur et la complexité des procédures administratives ; et (vi) l’impunité des acteurs de corruption.

De manière spécifique aux trois secteurs de la Justice, de la Douane et des Impôts, une majorité des usagers déclare payer le juste prix en contrepartie des prestations, quand bien même les entrepreneurs sont relativement moins nombreux que les ménages à faire une telle déclaration. Selon ces usagers, la forme de corruption la plus fréquente au niveau de ces secteurs est celle des pots de vin et commissions alors que les fonctionnaires de ces secteurs pensent que ce serait le favoritisme. Les usagers jugent que la corruption au niveau de ces secteurs constitue un obstacle au bon déroulement des affaires. L’examen des motifs de corruption suggère de recommander de répondre à la forte attente chez les usagers du secteur judiciaire pour l’amélioration du rythme du traitement de leur dossier. De même, il est recommandé d’entreprendre la facilitation et la simplification des procédures douanières, ce qui est de nature à limiter la corruption dans ce secteur.

Les employés des trois secteurs estiment que leur salaire n’est pas en adéquation avec le travail qui leur est confié. Ils estiment aussi que seule une minorité de leurs collègues gagne une part plus ou moins grande de leurs revenus à partir de paiements officieux. Mais en matière de gestion du personnel, tandis que ceux de la Justice et de la Douane manifestent plutôt une certaine satisfaction alors que le personnel des Impôts apparaît plutôt mécontent. Il en découle qu’il convient d’agir en faveur d’une amélioration sensible des salaires dans ces trois secteurs si l’on veut faire baisser le niveau de corruption.

Concernant la volonté politique de lutter contre la corruption, la plupart des ménages et des fonctionnaires pensent qu’elle existe réellement, les entrepreneurs sont en moins grand nombre à le penser, ces derniers développant un certain scepticisme quant à leur perception de l’engagement du Gouvernement dans la lutte contre corruption. D’où la nécessité pour le Gouvernement d’envoyer des signaux forts pour marquer son engagement dans la lutte contre la corruption, notamment en organisant une campagne d’information à ce sujet. Et ce, d’autant plus qu’une majorité de répondants s’accorde à dire que le niveau des ressources à la disposition du Gouvernement est suffisant par rapport au besoin de la lutte contre la corruption. Quant à la société civile, elle n’est pas créditée d’un niveau élevé d’engagement dans la lutte contre la corruption. Par contre, les enquêtés déclarent qu’ils sont, eux-mêmes, nombreux à être personnellement engagés ou même très engagés  dans la lutte contre la corruption.

En matière de lutte contre la corruption, les enquêtés estiment la religion est le facteur le plus important contre la corruption, suivie par la morale et la tradition. Ainsi en matière de sanctions pour lutter contre la corruption, le plus grand nombre d’enquêtés préconise les combinaisons de perte du travail avec la prison ou l’amende. Les mécanismes de dénonciation des cas de corruption ne semblent pas être connus par les enquêtés. D’ailleurs, les ménages ne croient pas beaucoup à ces mécanismes de manière plus accentuée que chez les autres catégories d’enquêtés, d’où la recommandation de ne pas fonder principalement une stratégie de lutte contre la corruption sur la dénonciation si l’on veut lui assurer une efficacité mais plutôt y inclure aussi différents volets basés sur la religion, la morale, la tradition, les sanctions et les autres mesures évoqués plus haut et liées aux différents déterminants de la corruption (salaires, renforcement de l’Etat, simplification des procédures administratives, etc.). Par ailleurs, seul un quart des fonctionnaires affirme être au courant de l’existence d’un bureau chargé de recevoir les plaintes dénonçant des cas de corruption et ils sont encore moins nombreux à être au fait de procédures que doit conduire leur Département en cas de dénonciation de cas de corruption. Il convient donc de vulgariser davantage l’information sur les structures et mécanismes en vigueur de lutte contre la corruption.

## **Liste des abréviations et acronymes**

|  |  |
| --- | --- |
| CNS : | Conseil National de la Statistique |
| DevStat | Bureau d’études « Développement et Statistiques » |
| DR : | Districts de Recensement |
| EPCM : | Enquête de Perception de la Corruption en Mauritanie |
| ONS : | Office National de la Statistique |
| PNUD : | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| SEMATIC : | Secrétariat d’Etat à la Modernisation et au Technologies de l’Information et de la Communication |
| SOMELEC : | Société Mauritanienne d’Electricité |
| TVA : | Taxe sur la Valeur Ajoutée |

## **Liste des graphiques**

|  |
| --- |
| **Perception globale de la Corruption** |
| Graphique 1 : | Perception par les ménages des formes de corruption |
| Graphique 2 : | Perception par les entreprises des formes de corruption |
| Graphique 3 : | Perception par les fonctionnaires des formes de corruption |
| **Perception personnelle de la Corruption** |
| Graphique 4 : | Opinion qualifiant la réception par un agent public d’une contrepartie d’un service |
| Graphique 5 : | Perception du refus de prendre de l’argent |
| Graphique 6 : | Appréciation par les ménages de la petite et de la grande corruption |
| Graphique 7 : | Appréciation par les entreprises de la petite et de la grande corruption |
| Graphique 8 : | Appréciation par les fonctionnaires de la petite et de la grande corruption |
| Graphique 9 : | Pourcentage de ménages témoins d’actes de corruptions dans différents services |
| Graphique 10 : | Pourcentage d’entreprises témoins d’actes de corruptions dans différents services |
| Graphique 11 : | Pourcentage de fonctionnaires témoins d’actes de corruptions dans différents services |
| Graphique 12 : | Influence de la corruption selon les ménages |
| Graphique 13 : | Influence de la corruption selon les entreprises |
| Graphique 14 : | Influence de la corruption selon les fonctionnaires |
| Graphique 15 : | Degré de perception par les ménages de la corruption dans différents secteurs (hors administration) |
| Graphique 16 : | Degré de perception par les entreprises de la corruption dans différents secteurs (hors administration) |
| Graphique 17 : | Degré de perception par les fonctionnaires de la corruption dans différents secteurs (hors administration) |
| Graphique 18 : | Degré de perception par les ménages de la corruption dans les services de sécurité |
| Graphique 19 : | Degré de perception par les entreprises de la corruption dans les services de sécurité |
| Graphique 20 : | Degré de perception par les fonctionnaires de la corruption dans les services de sécurité |
| Graphique 21 : | Degré de perception par les ménages de la corruption au niveau de certaines fonctions de l’Etat |
| Graphique 22 : | Degré de perception par les entreprises de la corruption au niveau de certaines fonctions de l’Etat |
| Graphique 23 : | Degré de perception par les fonctionnaires de la corruption au niveau de certaines fonctions de l’Etat |
| Graphique 24 : | Degré de perception par les ménages de la corruption dans les services sociaux |
| Graphique 25 : | Degré de perception par les ménages de la corruption dans les services sociaux |
| Graphique 26 : | Degré de perception par les ménages de la corruption dans les services sociaux |
| Graphique 27 : | Degré de perception par les ménages de la corruption dans certains services marchands |
| Graphique 28 : | Degré de perception par les entreprises de la corruption dans certains services marchands |
| Graphique 29 :  | Degré de perception par les fonctionnaires de la corruption dans certains services marchands |
| Graphique 30 : | Degré de perception par les ménages de la corruption dans les services financiers |
| Graphique 31 : | Degré de perception par les entreprises de la corruption dans les services financiers |
| Graphique 32 : | Degré de perception par les fonctionnaires de la corruption dans les services financiers |
| Graphique 33 : | Perception par les ménages de l’étendue de la corruption par catégories de fonctionnaires |
| Graphique 34 : | Perception par les entreprises de l’étendue de la corruption par catégories de fonctionnaires |
| Graphique 35 : | Perception par les fonctionnaires de l’étendue de la corruption par catégories de fonctionnaires |
| Graphique 36 : | Perception par les ménages du degré de corruption par secteur |
| Graphique 37 : | Perception par les entreprises du degré de corruption par secteur |
| Graphique 38 : | Perception par les fonctionnaires du degré de corruption par secteur |
| **Les causes de la corruption** |
| Graphique 39 : | Perception par les ménages des causes de la corruption |
| Graphique 40 : | Perception par les entrepreneurs des causes de la corruption  |
| Graphique 41 : | Perception par les fonctionnaires des causes de la corruption  |
| **La Justice** |
| Graphique 42 : |  Demande du paiement supplémentaire par catégories |
| Graphique 43 : | Gestion du personnel dans le secteur de la justice : Qualification des décisions relatives à la gestion, la politique et la réglementation du personnel |
| **La Douane** |
| Graphique 44 : | Pourcentage des enquêtés ayant déclaré un paiement supplémentaire à certaines catégories d'agents |
| Graphique 45 : | Gestion du personnel dans le secteur des douanes: Qualification des décisions relatives à la gestion, la politique et la réglementation du personnel |
| **Les Impôts** |
| Graphique 46 : | Gestion du personnel dans le secteur des Impôts : Qualification des décisions relatives à la gestion, la politique et la réglementation du personnel |
| **Lutte contre la corruption** |
| Graphique 47 : | Sanctions préconisées pour les coupables de corruption |

## **Liste des tableaux**

|  |  |
| --- | --- |
| Tableau1 : | Perception des formes de corruption |
| Tableau 2 : | Perception de la réception par un agent public de l'argent ou de cadeaux en contrepartie d'un service |
| Tableau 3 : | Perception du refus d'un agent de prendre de l'argent contre un service |
| Tableau 4 : | Appréciation de gravité de la petite et de la grande corruption |
| Tableau 5 : | Pourcentage d’enquêtés témoins d’actes de corruption |
| Tableau 6 : | Perception de l’influence de la corruption sur les domaines de la vie |
| Tableau 7 : | Degré de perception par les ménages de la corruption par secteurs ou activités |
| Tableau 8 : | Degré de perception par les entreprises de la corruption par secteurs ou activités |
| Tableau 9 : | Degré de perception par les fonctionnaires de la corruption par secteurs ou activités |
| Tableau 10 : | Appréciation de l’étendue de la corruption par catégories des responsables et agents |
| Tableau 11 : | Perception du degré de corruption par secteur |
| Tableau 12 : | Perception par les ménages des causes de la corruption |
| Tableau 13 : | Perception par les ménages des causes de la corruption |
| Tableau 14 : | Perception par les ménages des causes de la corruption |
| Tableau 15 | Ordre d’importance décroissant des causes de la corruption pour chaque catégorie d’enquêtés |
| Tableau 16 | Indicateurs relatifs au secteur de la Justice |
| Tableau 17 | Part du revenu provenant des cadeaux et paiements officieux par rapport au revenu total selon les fonctionnaires de la justice |
| Tableau 18 | Evaluation par les fonctionnaires de la Justice du degré de corruption |
| Tableau 19 | Indicateurs relatifs au secteur de la Douane |
| Tableau 20 | Indicateurs relatifs au secteur des Impôts |
| Tableau 21 | Indicateurs relatifs à la lutte contre la corruption |

# ANNEXES

1.
2.
3.
4.
5.

## **Questionnaire Ménage**

**Enquête sur la perception de la corruption**

**Secteurs : Justice, Douanes et Impôts**

***EPC 2009***

**Questionnaire ménage**

***Confidentiel***

***Visa Statistique accordé par le***

***Conseil National de la Statistique***

***Aux enquêteurs :*** Rappeler au début de l’interview que les réponses données resteront anonymes et confidentielles et ne pourront en aucun cas porter préjudice aux répondants, en vertu de la loi 2005-017 relative à la statistique publique.

1. **Identification**
	1. Wilaya ……………………………………………………………|\_\_|\_\_|
	2. Moughataa …………………………………………………………|\_\_\_|
	3. Commune ……………………………………………………………|\_\_|\_\_|
	4. DR : ……………………………………………………………….....|\_\_|\_\_|
	5. Numéro du questionnaire…………………………………………….|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|
2. **Profil du répondant**
	1. Age :…………………………………………………………………………|\_\_|\_\_|
	2. Sexe :………………………..………………………………………………|\_\_\_|
	3. Wilaya d’origine :………………………………………………………..…|\_\_|\_\_|
	4. Niveau d’études :………………………………………………………..….|\_\_\_|
	5. Avez-vous fréquenté une école coranique ou religieuse ?...............................|\_\_\_|
	6. Profession :…………………………………………………………………|\_\_|\_\_|

***Codes des variables***

**Age :** en années révolues **Sexe :** 1 Masculin 2. Féminin **Wilaya d’origine :** Voir table des codes

**Niveau d’études : 1**.Aucun 2.Alphabétisé 3. Coranique 4. Mahadra 5. Primaire 6.Secondaire 7. Technique ou professionnel 8.Université et autre études supérieures

**Fréquentation d’une école coranique :** Oui : 1 Non : 2 **Profession :** Voir table des codes

1. **Perception globale de la corruption**
	1. A votre avis, qu’est ce que la corruption ?

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* 1. Pouvez-vous donner un exemple d’acte de corruption ?

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* 1. Qu’est ce que la petite corruption ?

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* 1. Qu’est ce que la grande corruption ?

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

|  |  |
| --- | --- |
| **Classer ces quatre formes de pratiques de corruption en Mauritanie*****N’existe pas : 1 Très limitée : 2  Assez répandue : 3 Courant : 4 Très courant : 5*** | **Echelle** |
| * 1. Corruption transactionnelle exercée en échange d’un service : commission, rente, cadeau, rétribution indue de service public…
 | |\_\_\_| |
| * 1. Corruption dite d’extorsion : paiements ou péages sans service réellement fourni en échange
 | |\_\_\_| |
| * 1. Corruption privative : Détournement de biens publics à des fins privées (voitures de fonction, logement, fonds publics…)
 | |\_\_\_| |
| * 1. Népotisme /Favoritisme
 | |\_\_\_| |

1. **Perception personnelle de la corruption**

|  |
| --- |
| * 1. Un agent public vous prend de l’argent ou des cadeaux dans le but de vous fournir un service, vous considérez cela comme :…………………………………………....... |\_\_\_|

***Une corruption : 1 ; Une façon de vivre acceptée : 2 ; Autre : 9; Si 9 spécifier :...………………………*** |
| * 1. Vous donnez de l’argent à un agent dont le service vous a satisfait et il refuse, vous considérez cela comme : ………………………………………………………………|\_\_\_|

***Une offense mineure : 1 ; Une offense sérieuse : 2 ; Une façon de vivre acceptée : 3 ; Autre : 9 ; Si 9 spécifier : …………………………….***  |
| * 1. Si on définit la petite corruption  comme étant le fait pour des agents publics de soutirer aux usagers des sommes d’argent ou tout autre avantage indu, quelle appréciation faites vous de la petite corruption ? ……………………...………………………………….|\_\_\_|

***Pas un problème du tout : 1 Pas très grave : 2 Fâcheux mais inévitable : 3 Grave, il faut l’éliminer : 4 Autres : 9 ; Si 9 Spécifier : ……………………………….*** |
| * 1. Si on définit la grande corruption comme étant le fait d’abuser de l’autorité publique à des fins d’enrichissement personnel, quelle appréciation faites vous de la grande corruption ?................................................................................................................... |\_\_\_|

***Pas un problème du tout : 1 Pas très grave : 2 Fâcheux mais inévitable : 3 Grave, il faut l’éliminer : 4 Autre : 9 ; Si 9 Spécifier : ………………………….*** |

|  |
| --- |
| **Avez-vous été témoins d’actes de corruption au niveau des services de :**  ***Oui : 1 Non : 2*** |
|  | La justice | |\_\_\_| |  |  | La gendarmerie | |\_\_\_| |
|  | La santé | |\_\_\_| |  |  | La police nationale | |\_\_\_| |
|  | L’éducation | |\_\_\_| |  |  | La douane | |\_\_\_| |
|  | La Mairie | |\_\_\_| |  |  | Des impôts | |\_\_\_| |
|  | La police municipale | |\_\_\_| |  |  | Des Finances | |\_\_\_| |
|  | La Fonction Publique | |\_\_\_| |  |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Quelle est l’influence de la corruption sur :** ***Pas d’influence : 1 Très faible : 2 Faible : 3 Moyenne : 4  Grande : 5*** | **Echelle** |
|  | La vie personnelle et familiale ?  | |\_\_\_| |
|  | La vie professionnelle ? | |\_\_\_| |
|  | L’environnement des affaires ? | |\_\_\_| |

|  |
| --- |
| **A quel degré percevez-vous la corruption des catégories et secteurs suivants ?** ***Pas de corruption : 1  Très faible : 2 Faible : 3 Moyen : 4 Grande : 5*** |
|  | Partis politiques | |\_\_\_| |  |  | Parlement / législatif | |\_\_\_| |
|  | Secteur privé | |\_\_\_| |  |  | Police | |\_\_\_| |
|  | Justice | |\_\_\_| |  |  | Médias | |\_\_\_| |
|  | Impôts | |\_\_\_| |  |  | Douane | |\_\_\_| |
|  | Trésor | |\_\_\_| |  |  | Finances | |\_\_\_| |
|  | Services de santé | |\_\_\_| |  |  | Système éducatif | |\_\_\_| |
|  | Gendarmerie | |\_\_\_| |  |  | Téléphone | |\_\_\_| |
|  | Eau | |\_\_\_| |  |  | Electricité | |\_\_\_| |
|  | Services de l’Etat-civil | |\_\_\_| |  |  | Autorisations/ permis | |\_\_\_| |
|  | Société civile : ONG | |\_\_\_| |  |  | Syndicats | |\_\_\_| |

|  |
| --- |
| **Combien de membres des catégories suivantes sont corrompus:*****Aucun : 1 Quelques uns : 2 Presque tous : 3  Tous : 4  Ne sait pas : 9*** |
|  | Ministres | |\_\_\_| |  |  | Haut fonctionnaires (SG, DG) | |\_\_\_| |
|  | Cadres supérieurs  | |\_\_\_| |  |  | Fonctionnaires moyens et subalternes | |\_\_\_| |
|  | Magistrats | |\_\_\_| |  |  | Parlementaires  | |\_\_\_| |
|  |  |  |  |  | Administrations locales (Hakems, maires) | |\_\_\_| |

|  |  |
| --- | --- |
| **Classez le degré de corruption dans les secteurs suivants :*****Inexistant : 1  Faible : 2  Moyen : 3  Elevé : 4  Ne sait pas : 9*** | **Echelle** |
|  | Secteur public | |\_\_\_| |
|  | Secteur privé | |\_\_\_| |
|  | Société civile | |\_\_\_| |

1. **Les causes de la corruption**

|  |
| --- |
| **Classez les causes suivantes de corruption par ordre d'importance:** ***Pas important : 1 Moyen : 2 Important : 3   Très Important : 4 Pas d’opinion : 9*** |
|  | Raison culturelle / pratique traditionnelle | |\_\_\_| |  |  | Absence de culture de mérite | |\_\_\_| |
|  | Pauvreté de la population | |\_\_\_| |  |  | Bas salaire des agents publics | |\_\_\_| |
|  | Méconnaissance du système de dénonciation | |\_\_\_| |  |  | Impunité des acteurs de la corruption | |\_\_\_| |
|  | Pertes des valeurs morales | |\_\_\_| |  |  | Appât du gain facile | |\_\_\_| |
|  | Lourdeur et complexité des procédures | |\_\_\_| |  |  | Faiblesse de l’Etat et prédominance du tribalisme et communautarisme | |\_\_\_| |
|  | Autre  | |\_\_\_| | Spécifier : …………………………………………. |

1. **La Justice**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Avez-vous déjà eu affaire aux services de la Justice**?  ***Oui : 1 Non : 2 Si non aller en 6.11*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, à quelle occasion** ? ***Délivrance d’acte : 1 Affaire civile : 2 Affaire pénale : 3 Autres : 9 Si 9 Préciser : …………………………………………………………………***  | |\_\_\_| |
|  | **A cette occasion, pensez-vous avoir payé** ***Le prix juste : 1 Moins : 2 Plus : 3 Si 1 ou 2 aller en 6.11*** | |\_\_\_| |
|  | **Si vous avez payé plus (pot de vin), comment cela s’est-il passé** ?***le fonctionnaire a demandé un paiement : 1*** ***Vous avez proposé un paiement supplémentaire : 2******Personne n’a offert ou demandé directement, c’est commun et connu de tous : 3*** | |\_\_\_| |
|  | **Si vous avez déjà payé plus, pour quelle raison l’avoir fait ?*****Faire avancer le dossier plus vite : 1 Le faire avancer normalement : 2*** ***Obtenir un jugement entre faveur de votre entreprise (être innocenté,…) : 3******Obtenir un acte que vous n’auriez pas pu avoir autrement : 4*** | |\_\_\_| |
| **Quel membre/employé du tribunal a-t-il demandé ce genre de paiement? *Oui : 1 Non : 2*** |
|  | Juge | |\_\_\_| |  |  | Greffier | |\_\_\_| |
|  | Avocat | |\_\_\_| |  |  | Huissier | |\_\_\_| |
|  | Autre | |\_\_\_| | Préciser : ………………………………………….. |
|  | **Quelle est selon vous la forme de corruption la plus fréquente au sein du système judiciaire ?*****Pots de vin, commission : 1 Favoritisme, tribalisme ; 2  Corruption extorsion : 3 Autre : 4 Précisez :…………………… Toutes : 5 Aucune : 6*** | |\_\_\_| |
|  | **Conséquences de cette corruption sur vos affaires ?*****Facteur facilitateur : 1 Obstacle : 2 Ni l’un ni l’autre : 3*** | |\_\_\_| |
|  | **Expliquez pourquoi** : ………….…………………………………………….………………………………………………………………………………. |  |

1. **Les Douanes**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Avez-vous déjà utilisé ou eu affaire aux services des Douanes**?  ***Oui : 1 Non : 2 Si non aller en 7.11*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, à quelle occasion** ? ***Dédouanement de marchandises : 1 Contrôle sur les routes : 2 Agréments : 3 Délivrances d’attestations : 4 Autres : 9 Si 9 Préciser : ……………………………***  | |\_\_\_| |
|  | **Où avez vous eu affaire avec les douanes** ?***Port de Nouakchott : 1 Port de Nouadhibou : 2 Douanes de Rosso : 3 Autre : 9 Si 9 Précisez :…………………………………………………..*** | |\_\_\_| |
|  | **A cette occasion, pensez-vous avoir payé** ***Le prix juste : 1 Moins : 2 Plus : 3 Si 1 ou 2 aller en 6.6*** | |\_\_\_| |
|  | **Si vous avez payé plus (pot de vin), comment cela s’est-il passé** ?***le fonctionnaire a demandé un paiement : 1*** ***Vous avez proposé un paiement supplémentaire : 2******Personne n’a offert ou demandé directement, c’est commun et connu de tous : 3*** | |\_\_\_| |
| **A qui avez vous payé ce type de paiement**? ***Oui : 1 Non : 2***  |
|  | Employé de sécurité du port | |\_\_\_| |  |  | Douaniers | |\_\_\_| |
|  | Police des frontières | |\_\_\_| |  |  | Opérateurs privés de ports ou aéroports | |\_\_\_| |
|  | Autre | |\_\_\_| | Préciser : ………………………………………….. |
|  | **Selon vous, ce type de pratiques au sein du secteur douanier est :** ***Plutôt une bonne chose car elles facilitent les procédures : 1******Plutôt une gêne et un frein aux échanges : 2 Ne souhaite pas répondre : 3*** | |\_\_\_| |

1. **Les impôts**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Avez-vous déjà eu affaire aux services des Impôts ?**  ***Oui : 1 Non : 2 Si non aller en 8.4*** | |\_\_\_| |
|  | **Si vous avez déjà eu affaire aux services des impôts, à quelle occasion** ?***Impôts et taxes : 1 Délivrance d’attestation : 2 Service domanial (évaluation de parcelles, constat de mise en valeur, enchères) : 3 Service cadastral (bornage, indication de parcelles…) : 4 Enregistrement : 5 Autre : 9 Si 9 Spécifiez :………………………………………………………………..*** | |\_\_\_| |
|  | **A cette occasion, pensez-vous avoir payé** ***Le prix juste : 1 Moins : 2 Plus : 3 Si 1 ou 2 aller en 6.11*** | |\_\_\_| |
|  | **Voyez-vous une utilité à payer vos impôts ?** ***Oui : 1 Non : 2  Si non aller à 8.6*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, à laquelle ?** ***……………………………………………………………………..***  |
|  | **Pensez-vous qu’il existe des traitements différents, selon l’appartenance sociale, ethnique, tribale concernant le paiement des impôts**? ***Oui : 1 Non : 2 Si non aller à 8.8*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, pourquoi ? .......................................................................................................................................****………………………………………………………………………………………….** |
|  | **Selon vous, la corruption dans ce secteur des impôts a-t-elle plus d’avantages ? *Oui : 1 Non : 2*** | |\_\_\_| |
|  | **Précisez les avantages ou inconvénients éventuels** ? ………………………………………………………………………………. |

1. **La lutte contre la corruption.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Selon vous existe-t-il une volonté politique réelle de lutter contre la corruption ? *Oui : 1 Non : 2*** | **|\_\_\_|** |
|  | **Quel est le niveau d’engagement du gouvernement dans la lutte contre la corruption ?** ***Très engagé : 1 Engagé : 2 Pas très engagé : 3 Pas du tout engagé : 5 Pas d’opinion : 9*** | |\_\_\_| |
|  | **Quel est le niveau d’engagement de la société civile dans la lutte contre la corruption ?*****Très engagée : 1 Engagée : 2 Pas très engagée : 3 Pas du tout engagée : 5 Pas d’opinion : 9*** | |\_\_\_| |
|  | **Pensez-vous que le gouvernement dispose de ressources suffisantes pour lutter contre la corruption ?** ***Assez de ressources : 1 Besoin d’un peu plus de ressources : 2***  ***Besoin de beaucoup de ressources : 3 Pas d’opinion : 9***  | |\_\_\_| |
|  | **Pour les années à venir, quelle évolution attendez-vous de la corruption**?  ***Augmentation : 1 Stagnation : 2 Baisse : 3 Ne sait pas : 9***  | |\_\_\_| |
|  | **Quelle sanction préconisez-vous pour les coupables de corruption ?** ***Perdre le travail et aller en prison : 1 Perdre le travail et payer une amende : 2*** ***Perdre le travail : 3 Payer une amende : 4 Pas d’opinion : 9***   | |\_\_\_| |
|  | **Savez-vous comment dénoncer la corruption** ? ***Oui : 1 Non : 2*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, pensez vous que le système de dénonciation est effectif** ? ***Oui : 1 Non : 2*** | |\_\_\_| |
|  | **Quelle influence du système de dénonciation sur la lutte contre la corruption ?*****Pas d’influence : 1 Très faible : 2  Faible : 3 Moyen : 4  Grande : 5*** | **|\_\_\_|** |
|  | **Quelles sont les entraves à la lutte contre la corruption ?**1…………………………………………………………………………………………2…………………………………………………………………………………………3………………………………………………………………………………………… |
|  | **Quel est votre engagement personnel dans la lutte contre la corruption** ?***Très engagé : 1 Engagé : 2 Pas très engagé : 3 Pas du tout engagé : 5 Pas d’opinion : 9*** | |\_\_\_| |
|  | **Auriez-vous peur de dénoncer un cas de corruption dont vous seriez témoin ?** ***Oui : 1 Non : 2******Si oui, pourquoi ?......................................................................................................*** | |\_\_\_| |
|  | **Quelles solutions préconisez-vous pour lutter contre la corruption ?**De façon générale :…………………………………………………………………..Pour le secteur de la Justice :…………………………………………………………Pour le secteur des Douanes :…………………………………………………………Pour le secteur des Impôts : ………………………………………………………….. |
|  | **Qu’est-ce qui peut vous empêcher de vous engager dans un processus de corruption ? Classer par ordre d’importance de 1 à 5 les raisons suivantes *(n°1 : le plus important, n°5 : le moins important)*** |  |
|  | **Religion** | |\_\_\_| |  |  | **Tradition** | |\_\_\_| |
|  | **Morale** | |\_\_\_| |  |  | **Sanction** | |\_\_\_| |
|  | **Economique** | |\_\_\_| |  |  |  |  |

## **Questionnaire Entreprise**

**Enquête sur la perception de la corruption**

**Secteurs : Justice, Douanes et Impôts**

***EPC 2009***

**Questionnaire Entreprise**

***Confidentiel***

***Visa Statistique accordé par le***

***Conseil National de la Statistique***

***Aux enquêteurs :*** Rappeler au début de l’interview que les réponses données resteront anonymes

et confidentielles et ne pourront en aucun cas porter préjudice aux répondants, en vertu de la loi

2005-017 relative à la statistique publique.

1. **Identification**
	1. Wilaya …………………………………………………………… |\_\_|\_\_|
	2. Moughataa …………………………………………………………....|\_\_\_|
	3. Commune ……………………………………………………………|\_\_|\_\_|
	4. Secteur : ***Formel : 1 Informel : 2*** …..……………………….....|\_\_|\_\_|
	5. Numéro du questionnaire………………………………………|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|
2. **Profil de l’entreprise**
	1. Taille (nombre d’employés)…………………..………………………… |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|
	2. Année de création ……………………………………………………..... |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|
	3. Branche d’activité : [***Voir table des branches*]**………………………………………|\_\_|\_\_|
	4. Wilaya du siège social : [***Voir table des wilayas*] ………………………………………….**|\_\_|\_\_|
	5. L’entreprise a-t-elle déjà eu un contrat avec le gouvernement ou une des ses administrations ? ***Oui : 1 Non : 2***..............................................................................|\_\_|
	6. Statut de l’entreprise ? ........................................................................................... |\_\_|
	7. Spécifier si l’entreprise est familiale : ***Oui : 1 Non : 2***………………………|\_\_|
	8. L’entreprise possède-t-elle des biens, participations ou valeurs à l’étranger ?....... |\_\_|
	9. Fonction du répondant : .....................................................................................…..|\_\_|
	10. Niveau d’éducation du répondant : ………………………………….……………|\_\_|
	11. Langue principale de travail : ***Arabe : 1 Français : 2*** .......................…...*......*|\_\_|
3. **Perception globale de la corruption**
	1. A votre avis, qu’est ce que la corruption ?

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* 1. Pouvez-vous donner un exemple d’acte de corruption ?

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* 1. Qu’est ce que la petite corruption ?

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* 1. Qu’est ce que la grande corruption ?

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

|  |  |
| --- | --- |
| **Classer ces quatre formes de pratiques de corruption en Mauritanie*****N’existe pas : 1 Très limitée : 2  Assez répandue : 3 Courant : 4 Très courant : 5*** | **Echelle** |
| * 1. Corruption transactionnelle exercée en échange d’un service : commission, rente, cadeau, rétribution indue de service public…
 | |\_\_\_| |
| * 1. Corruption dite d’extorsion : paiements ou péages sans service réellement fourni en échange
 | |\_\_\_| |
| * 1. Corruption privative : Détournement de biens publics à des fins privées (voitures de fonction, logement, fonds publics…)
 | |\_\_\_| |
| * 1. Népotisme /Favoritisme
 | |\_\_\_| |

1. **Perception personnelle de la corruption**

|  |
| --- |
| * 1. Un agent public vous prend de l’argent ou des cadeaux dans le but de vous fournir un service, vous considérez cela comme :…………………………………………....... |\_\_\_|

***Une corruption : 1 ; Une façon de vivre acceptée : 2 ; Autre : 9; Si 9 spécifier :...………………………*** |
| * 1. Vous donnez de l’argent à un agent dont le service vous a satisfait et il refuse, vous considérez cela comme : ………………………………………………………………|\_\_\_|

***Une offense mineure : 1 ; Une offense sérieuse : 2 ; Une façon de vivre acceptée : 3 ; Autre : 9 ; Si 9 spécifier : …………………………….***  |
| * 1. Si on définit la petite corruption  comme étant le fait pour des agents publics de soutirer aux usagers des sommes d’argent ou tout autre avantage indu, quelle appréciation faites vous de la petite corruption ? ……………………...………………………………….|\_\_\_|

***Pas un problème du tout : 1 Pas très grave : 2 Fâcheux mais inévitable : 3 Grave, il faut l’éliminer : 4 Autres : 9 ; Si 9 Spécifier : ……………………………….*** |
| * 1. Si on définit la grande corruption comme étant le fait d’abuser de l’autorité publique à des fins d’enrichissement personnel, quelle appréciation faites vous de la grande corruption ?................................................................................................................... |\_\_\_|

***Pas un problème du tout : 1 Pas très grave : 2 Fâcheux mais inévitable : 3 Grave, il faut l’éliminer : 4 Autre : 9 ; Si 9 Spécifier : ………………………….*** |

|  |
| --- |
| **Avez-vous été témoins d’actes de corruption au niveau des services suivants :**  ***Oui : 1 Non : 2*** |
|  | La justice | |\_\_\_| |  |  | La gendarmerie | |\_\_\_| |
|  | La santé | |\_\_\_| |  |  | La police nationale | |\_\_\_| |
|  | L’éducation | |\_\_\_| |  |  | La douane | |\_\_\_| |
|  | La Mairie | |\_\_\_| |  |  | Les impôts | |\_\_\_| |
|  | La police municipale | |\_\_\_| |  |  | Les Finances | |\_\_\_| |
|  | La Fonction Publique | |\_\_\_| |  |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Quelle est l’influence de la corruption sur :** ***Pas d’influence : 1 Très faible : 2 Faible : 3 Moyenne : 4  Grande : 5*** | **Echelle** |
|  | La vie personnelle et familiale ?  | |\_\_\_| |
|  | La vie professionnelle ? | |\_\_\_| |
|  | L’environnement des affaires ? | |\_\_\_| |

|  |
| --- |
| **A quel degré percevez-vous la corruption des catégories et secteurs suivants ?** ***Pas de corruption : 1  Très faible : 2 Faible : 3 Moyen : 4 Grande : 5*** |
|  | Partis politiques | |\_\_\_| |  |  | Parlement / législatif | |\_\_\_| |
|  | Secteur privé | |\_\_\_| |  |  | Police | |\_\_\_| |
|  | Justice | |\_\_\_| |  |  | Médias | |\_\_\_| |
|  | Impôts | |\_\_\_| |  |  | Douane | |\_\_\_| |
|  | Trésor | |\_\_\_| |  |  | Finances | |\_\_\_| |
|  | Services de santé | |\_\_\_| |  |  | Système éducatif | |\_\_\_| |
|  | Gendarmerie | |\_\_\_| |  |  | Téléphone | |\_\_\_| |
|  | Eau | |\_\_\_| |  |  | Electricité | |\_\_\_| |
|  | Services de l’Etat-civil | |\_\_\_| |  |  | Autorisations/ permis | |\_\_\_| |
|  | Société civile : ONG | |\_\_\_| |  |  | Syndicats | |\_\_\_| |

|  |
| --- |
| **Combien de membres des catégories suivantes sont corrompus:*****Aucun : 1 Quelques uns : 2 Presque tous : 3  Tous : 4  Ne sait pas : 9*** |
|  | Ministres | |\_\_\_| |  |  | Haut fonctionnaires (SG, DG) | |\_\_\_| |
|  | Cadres supérieurs  | |\_\_\_| |  |  | Fonctionnaires moyens et subalternes | |\_\_\_| |
|  | Magistrats | |\_\_\_| |  |  | Parlementaires  | |\_\_\_| |
|  |  |  |  |  | Administrations locales (Hakems, maires) | |\_\_\_| |

|  |  |
| --- | --- |
| **Classez le degré de corruption dans les secteurs suivants :*****Inexistant : 1  Faible : 2  Moyen : 3  Elevé : 4  Ne sait pas : 9*** | **Echelle** |
|  | Secteur public | |\_\_\_| |
|  | Secteur privé | |\_\_\_| |
|  | Société civile | |\_\_\_| |

1. **Les causes de la corruption**

|  |
| --- |
| **Classez les causes suivantes de corruption par ordre d'importance:** ***Pas important : 1 Moyen : 2 Important : 3   Très Important : 4 Pas d’opinion : 9*** |
|  | Raison culturelle / pratique traditionnelle | |\_\_\_| |  |  | Absence de culture de mérite | |\_\_\_| |
|  | Pauvreté de la population | |\_\_\_| |  |  | Bas salaire des agents publics | |\_\_\_| |
|  | Méconnaissance du système de dénonciation | |\_\_\_| |  |  | Impunité des acteurs de la corruption | |\_\_\_| |
|  | Pertes des valeurs morales | |\_\_\_| |  |  | Appât du gain facile | |\_\_\_| |
|  | Lourdeur et complexité des procédures | |\_\_\_| |  |  | Faiblesse de l’Etat et prédominance du tribalisme et communautarisme | |\_\_\_| |
|  | Autre  | |\_\_\_| | Spécifier : …………………………………………. |

1. **La Justice**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Avez-vous déjà eu affaire aux services de la Justice**?  ***Oui : 1 Non : 2 Si non aller en 6.11*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, à quelle occasion** ? ***Délivrance d’acte : 1 Affaire civile : 2 Affaire pénale : 3 Autres : 9 Si 9 Préciser : …………………………………………………………………***  | |\_\_\_| |
|  | **A cette occasion, pensez-vous avoir payé** ***Le prix juste : 1 Moins : 2 Plus : 3 Si 1 ou 2 aller en 6.11*** | |\_\_\_| |
|  | **Si vous avez payé plus (pot de vin), comment cela s’est-il passé** ?***le fonctionnaire a demandé un paiement : 1*** ***Vous avez proposé un paiement supplémentaire : 2******Personne n’a offert ou demandé directement, c’est commun et connu de tous : 3*** | |\_\_\_| |
|  | **Si vous avez déjà payé plus, pour quelle raison l’avoir fait ?*****Faire avancer le dossier plus vite : 1 Le faire avancer normalement : 2*** ***Obtenir un jugement entre faveur de votre entreprise (être innocenté,…) : 3******Obtenir un acte que vous n’auriez pas pu avoir autrement : 4*** | |\_\_\_| |
| **Quel membre/employé du tribunal a-t-il demandé ce genre de paiement? *Oui : 1 Non : 2*** |
|  | Juge | |\_\_\_| |  |  | Greffier | |\_\_\_| |
|  | Avocat | |\_\_\_| |  |  | Huissier | |\_\_\_| |
|  | Autre | |\_\_\_| | Préciser : ………………………………………….. |
|  | **Quelle est selon vous la forme de corruption la plus fréquente au sein du système judiciaire ?*****Pots de vin, commission : 1 Favoritisme, tribalisme ; 2  Corruption extorsion : 3 Autre : 4 Précisez :…………………… Toutes : 5 Aucune : 6*** | |\_\_\_| |
|  | **Conséquences de cette corruption sur vos affaires ?*****Facteur facilitateur : 1 Obstacle : 2 Ni l’un ni l’autre : 3*** | |\_\_\_| |
|  | **Expliquez pourquoi** : ………….…………………………………………….………………………………………………………………………………. |  |

1. **Les Douanes**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Avez-vous déjà utilisé ou eu affaire aux services des Douanes**?  ***Oui : 1 Non : 2 Si non aller en 7.11*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, à quelle occasion** ? ***Dédouanement de marchandises : 1 Contrôle sur les routes : 2 Agréments : 3 Délivrances d’attestations : 4 Autres : 9 Si 9 Préciser : ……………………………***  | |\_\_\_| |
|  | **Où avez vous eu affaire avec les douanes** ?***Port de Nouakchott : 1 Port de Nouadhibou : 2 Douanes de Rosso : 3 Autre : 9 Si 9 Précisez :…………………………………………………..*** | |\_\_\_| |
|  | **A cette occasion, pensez-vous avoir payé** ***Le prix juste : 1 Moins : 2 Plus : 3 Si 1 ou 2 aller en 6.6*** | |\_\_\_| |
|  | **Si vous avez payé plus (pot de vin), comment cela s’est-il passé** ?***le fonctionnaire a demandé un paiement : 1*** ***Vous avez proposé un paiement supplémentaire : 2******Personne n’a offert ou demandé directement, c’est commun et connu de tous : 3*** | |\_\_\_| |
|  | **Quelle est selon vous la forme de corruption la plus fréquente au sein du secteur douanier** ?***Pots de vin, commission : 1 Favoritisme, tribalisme ; 2  Corruption extorsion : 3 Autre : 4 Précisez :…………………… Toutes : 5 Aucune : 6***  | |\_\_\_| |
|  | **Si vous importez de façon régulière, quelle est la fréquence à laquelle vous devez verser des paiements officieux** ?***A chaque fois : 1 Très régulièrement : 2 De temps en temps : 3 Rarement : 4 Jamais : 5 Non concerné : 9 Si 9 aller à 7.15*** | |\_\_\_| |
| **A qui devez-vous les payer ?** ***Oui : 1 Non : 2***  |
|  | Employé de sécurité du port | |\_\_\_| |  |  | Douaniers | |\_\_\_| |
|  | Police des frontières | |\_\_\_| |  |  | Opérateurs privés de ports ou aéroports | |\_\_\_| |
|  | Autre | |\_\_\_| | Préciser : ………………………………………….. |
|  | **Conséquences de cette corruption sur vos affaires** ?***Facteur facilitateur : 1 Frein/ Obstacle : 2 Ni l’un ni l’autre : 3*** | |\_\_\_| |
|  | **Expliquez pourquoi** : ………….…………………………………………….………………………………………………………………………………. |  |
|  | **Connaissez-vous directement, une société qui aurait eu à effectuer des paiements non officiels au port ou à l’aéroport?*****Oui : 1 Non : 2 Sans réponse : 3*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, pour quelle raison ?**………………………………………………………………………………… |
|  | **Des cas suivants, lequel avez-vous connu directement** ?***les employés du port/Aéroport demandent un paiement : 1******les hommes d’affaires offrent un paiement spontanément : 2******personne ne demande ou n’offre quoi que ce soit, il est communément connu qu’il faut faire un paiement et combien il faut payer : 3*** | |\_\_\_| |
|  | **Des cas suivants, lequel est le plus fréquent**?***les employés du port/Aéroport demandent un paiement : 1******les hommes d’affaires offrent un paiement spontanément : 2******personne ne demande ou n’offre quoi que ce soit, il est communément connu qu’il faut faire un paiement et combien il faut payer : 3*** | |\_\_\_| |

1. **Les impôts**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Avez-vous déjà eu affaire aux services des Impôts ?**  ***Oui : 1 Non : 2 Si non aller en 8.4*** | |\_\_\_| |
|  | **Si vous avez déjà eu affaire aux services des impôts, à quelle occasion** ?***Impôts et taxes : 1 Délivrance d’attestation : 2 Service domanial (évaluation de parcelles, constat de mise en valeur, enchères) : 3 Service cadastral (bornage, indication de parcelles…) : 4 Enregistrement : 5 Autre : 9 Si 9 Spécifiez :………………………………………………………………..*** | |\_\_\_| |
|  | **A cette occasion, pensez-vous avoir payé** ***Le prix juste : 1 Moins : 2 Plus : 3 Si 1 ou 2 aller en 6.11*** | |\_\_\_| |
|  | **Voyez-vous une utilité à payer vos impôts ?** ***Oui : 1 Non : 2  Si non aller à 8.6*** | |\_\_\_| |
|  | **Si vous avez payé plus (pot de vin), comment cela s’est-il passé** ?***le fonctionnaire a demandé un paiement : 1*** ***Vous avez proposé un paiement supplémentaire : 2******Personne n’a offert ou demandé directement, c’est commun et connu de tous : 3*** | |\_\_\_| |
|  | **Quelle est selon vous la forme de corruption la plus fréquente au sein du secteur des Impôts ?*****Pots de vin, commission : 1 Favoritisme, tribalisme ; 2  Corruption extorsion : 3 Autre : 4 Précisez :…………………… Toutes : 5 Aucune : 6*** | |\_\_\_| |
|  | **Conséquences de cette corruption sur vos affaires** ?***Facteur facilitateur : 1 Frein/ Obstacle : 2 Ni l’un ni l’autre : 3*** | |\_\_\_| |
|  | **Expliquez pourquoi** : ………….…………………………………………….………………………………………………………………………………. |
|  | **Connaissez-vous directement, une société qui aurait eu à effectuer des paiements non officiels au service des impôts ?** ***Oui : 1 Non : 2 Sans réponse : 3*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, pour quelle raison ?**  ………………………………………………………………………………. |

1. **La lutte contre la corruption.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Selon vous existe-t-il une volonté politique réelle de lutter contre la corruption ? *Oui : 1 Non : 2*** | **|\_\_\_|** |
|  | **Quel est le niveau d’engagement du gouvernement dans la lutte contre la corruption ?** ***Très engagé : 1 Engagé : 2 Pas très engagé : 3 Pas du tout engagé : 5 Pas d’opinion : 9*** | |\_\_\_| |
|  | **Quel est le niveau d’engagement de la société civile dans la lutte contre la corruption ?*****Très engagée : 1 Engagée : 2 Pas très engagée : 3 Pas du tout engagée : 5 Pas d’opinion : 9*** | |\_\_\_| |
|  | **Pensez-vous que le gouvernement dispose de ressources suffisantes pour lutter contre la corruption ?** ***Assez de ressources : 1 Besoin d’un peu plus de ressources : 2***  ***Besoin de beaucoup de ressources : 3 Pas d’opinion : 9***  | |\_\_\_| |
|  | **Pour les années à venir, quelle évolution attendez-vous de la corruption**?  ***Augmentation : 1 Stagnation : 2 Baisse : 3 Ne sait pas : 9***  | |\_\_\_| |
|  | **Quelle sanction préconisez-vous pour les coupables de corruption ?** ***Perdre le travail et aller en prison : 1 Perdre le travail et payer une amende : 2*** ***Perdre le travail : 3 Payer une amende : 4 Pas d’opinion : 9***   | |\_\_\_| |
|  | **Savez-vous comment dénoncer la corruption** ? ***Oui : 1 Non : 2*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, pensez vous que le système de dénonciation est effectif** ? ***Oui : 1 Non : 2*** | |\_\_\_| |
|  | **Quelle influence du système de dénonciation sur la lutte contre la corruption ?*****Pas d’influence : 1 Très faible : 2  Faible : 3 Moyen : 4  Grande : 5*** | **|\_\_\_|** |
|  | **Quelles sont les entraves à la lutte contre la corruption ?**1…………………………………………………………………………………………2…………………………………………………………………………………………3………………………………………………………………………………………… |
|  | **Quel est votre engagement personnel dans la lutte contre la corruption** ?***Très engagé : 1 Engagé : 2 Pas très engagé : 3 Pas du tout engagé : 5 Pas d’opinion : 9*** | |\_\_\_| |
|  | **Auriez-vous peur de dénoncer un cas de corruption dont vous seriez témoin ?** ***Oui : 1 Non : 2******Si oui, pourquoi ?......................................................................................................*** | |\_\_\_| |
|  | **Quelles solutions préconisez-vous pour lutter contre la corruption ?**De façon générale :…………………………………………………………………..Pour le secteur de la Justice :…………………………………………………………Pour le secteur des Douanes :…………………………………………………………Pour le secteur des Impôts : ………………………………………………………….. |
|  | **Qu’est-ce qui peut vous empêcher de vous engager dans un processus de corruption ? Classer par ordre d’importance de 1 à 5 les raisons suivantes *(n°1 : le plus important, n°5 : le moins important)*** |  |
|  | **Religion** | |\_\_\_| |  |  | **Tradition** | |\_\_\_| |
|  | **Morale** | |\_\_\_| |  |  | **Sanction** | |\_\_\_| |
|  | **Economique** | |\_\_\_| |  |  |  |  |

***Codes des variables***

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Wilaya | Code |  | Niveau d’études  | Code |
| Hodh Charghi  | 01 |  | Aucun | 1 |
| Hodh El Gharbi | 02 |  | Alphabétisé | 2 |
| Assaba | 03 |  | Coranique  | 3 |
| Gorgol | 04 |  | Mahadra  | 4 |
| Brakna | 05 |  | Primaire  | 5 |
| Trarza | 06 |  | Secondaire  | 6 |
| Adrar | 07 |  | Technique ou professionnel  | 7 |
| D. Nouadhibou | 08 |  | Université et autre études supérieures | 8 |
| Tagant | 09 |  |  |  |
| Guidimagha | 10 |  |  |  |
| Tiris Zemmour | 11 |  |  |  |
| Inchiri | 12 |  |  |  |
| Nouakchott | 13 |  |  |  |

## **Questionnaire Fonctionnaire**

**Enquête sur la perception de la corruption**

**Secteurs : Justice, Douanes et Impôts**

***EPC 2009***

**Questionnaire Fonctionnaire**

***Confidentiel***

***Visa Statistique accordé par le***

***Conseil National de la Statistique***

***Aux enquêteurs :*** Rappeler au début de l’interview que les réponses données resteront anonymes et

confidentielles et ne pourront en aucun cas porter préjudice aux répondants, en vertu de la loi

2005-017 relative à la statistique publique.

***Chaque fonctionnaire répondra aux questions relatives à son secteur professionnel et aux questions générales***

Date de l’enquête : .………………….……… |\_\_|\_\_| |\_\_|\_\_| |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|

Nom et code de l’enquêteur : ………………………..…...…………....|\_\_\_|\_\_\_|

Numéro du questionnaire :………………….....………………|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|

1. **Identification**
	1. Wilaya :………………………………………..………………. |\_\_|\_\_|
	2. Moughataa :…………………………….………………………....|\_\_\_|
	3. Commune :……………………….………..……………………|\_\_|\_\_|
	4. Secteur : ***Douanes : 1 Impôts : 2*** ***Justice : 3***………....|\_\_\_|
2. **Profil du répondant**
	1. Age :………………………………………………………………………… |\_\_|\_\_|
	2. Sexe :………………………..…………………………………………………|\_\_\_|
	3. Niveau d’études :………………………………………………………..…… |\_\_\_|
	4. Avez-vous fréquenté une école coranique ou religieuse ? ***Oui : 1 Non : 2***...... |\_\_\_|
	5. Fonction actuelle :………………………………………………………….. |\_\_|\_\_|
	6. Comment avez vous été promu à cette fonction ?………………………..……|\_\_\_|
	7. Combien de personnes supervisez-vous ?.................................................. |\_\_|\_\_|\_\_|
	8. Moyenne du nombre d’heures par semaine passées au travail ?..................... |\_\_|\_\_|

***Codes des variables***

**Age :** en années révolues **Sexe :** Masculin : 1 Féminin : 2

**Niveau d’études :** Aucun : 1 Alphabétisé : 2 Coranique : 3 Mahadra : 4 Primaire : 5 Secondaire : 6 Technique ou professionnel : 7 Université et autre études supérieures : 8

**Fonction actuelle :** Ministre, Directeur, Haut fonctionnaire : 1 Chef de service et assimilé : 2 Chef de division, Chef de bureau ou Staff technique : 3 Greffiers et greffiers en chef : 4   Staff d’assistance : 5 Autre : 5 Si 5, spécifier : ………………………………………………………….

**Promotion :** Engagement politique : 1 Candidature concurrentielle et sélection par concours : 2 Candidature concurrentielle et sélection sur dossier : 3 Elu : 4 Contrat de service suite à un appel d’offre : 5 Evolution normale de la carrière : 6 Suite à une recommandation : 7 Lien de parenté : 8 Autre : 9 Si 9 spécifier :………………………………………………………………………

1. **Perception globale de la corruption**
	1. A votre avis, qu’est ce que la corruption ?

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* 1. Pouvez-vous donner un exemple d’acte de corruption ?

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* 1. Qu’est ce que la petite corruption ?

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* 1. Qu’est ce que la grande corruption ?

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

|  |  |
| --- | --- |
| **Classer ces quatre formes de pratiques de corruption en Mauritanie*****N’existe pas : 1 Très limitée : 2  Assez répandue : 3 Courant : 4 Très courant : 5*** | **Echelle** |
| * 1. Corruption transactionnelle exercée en échange d’un service : commission, rente, cadeau, rétribution indue de service public…
 | |\_\_\_| |
| * 1. Corruption dite d’extorsion : paiements ou péages sans service réellement fourni en échange
 | |\_\_\_| |
| * 1. Corruption privative : Détournement de biens publics à des fins privées (voitures de fonction, logement, fonds publics…)
 | |\_\_\_| |
| * 1. Népotisme /Favoritisme
 | |\_\_\_| |

1. **Perception personnelle de la corruption**

|  |
| --- |
| * 1. Un usager vous propose de l’argent ou des cadeaux dans le but d’obtenir un service, vous considérez cela comme :…………………………………………............................. |\_\_\_|

***Une corruption : 1 ; Une façon de vivre acceptée : 2 ; Autre : 9; Si 9 spécifier :***...………………………………………………………………………………………………..… |
| * 1. Un usager vous offre de l’argent ou un cadeau car vos services, votre travail, l’ont satisfait, vous considérez cela comme : ……………………………………………|\_\_\_|

***Une corruption : 1 ; Une façon de vivre acceptée : 2 ; Autre : 9; Si 9 spécifier :...………………………*** |
| * 1. Si on définit la petite corruption  comme étant le fait pour des agents publics de soutirer aux usagers des sommes d’argent ou tout autre avantage indu, quelle appréciation faites vous de la petite corruption ? ……………………...………………………………….|\_\_\_|

***Pas un problème du tout : 1 Pas très grave : 2 Fâcheux mais inévitable : 3 Grave, il faut la combattre : 4 Autres : 9 ; Si 9 Spécifier : ……………………………….*** |
| * 1. Si on définit la grande corruption comme étant le fait d’abuser de l’autorité publique à des fins d’enrichissement personnel, quelle appréciation faites vous de la grande corruption ?.............................................................................................................. |\_\_\_|

***Pas un problème du tout : 1 Pas très grave : 2 Fâcheux mais inévitable : 3 Grave, il faut la combattre : 4 Autre : 9 ; Si 9 Spécifier : ……………………….....….*** |

|  |
| --- |
| **Avez-vous été témoins d’actes de corruption au niveau des services suivants :**  ***Oui : 1 Non : 2*** |
|  | La Justice | |\_\_\_| |  |  | La Gendarmerie | |\_\_\_| |
|  | La Santé | |\_\_\_| |  |  | La Police Nationale | |\_\_\_| |
|  | L’Education | |\_\_\_| |  |  | La Douane | |\_\_\_| |
|  | La Mairie | |\_\_\_| |  |  | Les Impôts | |\_\_\_| |
|  | La Police Municipale | |\_\_\_| |  |  | Les Finances (Budget, Solde, Matériel, Domaine) | |\_\_\_| |
|  | La Fonction Publique | |\_\_\_| |  |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Selon vous, quelle est l’influence de la corruption sur :** ***Pas d’influence : 1 Très faible : 2 Faible : 3 Moyenne : 4  Grande : 5*** | **Echelle** |
|  | La vie personnelle et familiale ?  | |\_\_\_| |
|  | La vie professionnelle ? | |\_\_\_| |
|  | L’environnement des affaires ? | |\_\_\_| |

|  |
| --- |
| **A quel degré percevez-vous la corruption des catégories et secteurs suivants ?** ***Pas de corruption : 1  Très faible : 2 Faible : 3 Moyen : 4 Grande : 5*** |
|  | Partis politiques | |\_\_\_| |  |  | Parlement / législatif | |\_\_\_| |
|  | Secteur privé | |\_\_\_| |  |  | Police | |\_\_\_| |
|  | Justice | |\_\_\_| |  |  | Médias | |\_\_\_| |
|  | Impôts | |\_\_\_| |  |  | Douane | |\_\_\_| |
|  | Trésor | |\_\_\_| |  |  | Finances | |\_\_\_| |
|  | Services de santé | |\_\_\_| |  |  | Système éducatif | |\_\_\_| |
|  | Gendarmerie | |\_\_\_| |  |  | Téléphone | |\_\_\_| |
|  | Eau | |\_\_\_| |  |  | Electricité | |\_\_\_| |
|  | Services de l’Etat-civil | |\_\_\_| |  |  | Autorisations/ permis | |\_\_\_| |
|  | Société civile : ONG | |\_\_\_| |  |  | Syndicats | |\_\_\_| |

|  |
| --- |
| **Combien de membres des catégories suivantes sont corrompus:*****Aucun : 1 Quelques uns : 2 Presque tous : 3  Tous : 4  Ne sait pas : 9*** |
|  | Ministres | |\_\_\_| |  |  | Haut fonctionnaires (SG, DG) | |\_\_\_| |
|  | Cadres supérieurs  | |\_\_\_| |  |  | Fonctionnaires moyens et subalternes | |\_\_\_| |
|  | Magistrats | |\_\_\_| |  |  | Parlementaires  | |\_\_\_| |
|  |  |  |  |  | Administrations locales (Hakems, maires) | |\_\_\_| |

|  |  |
| --- | --- |
| **Classez le degré de corruption dans les secteurs suivants :*****Inexistant : 1  Faible : 2  Moyen : 3  Elevé : 4  Ne sait pas : 9*** | **Echelle** |
|  | Secteur public | |\_\_\_| |
|  | Secteur privé | |\_\_\_| |
|  | Société civile | |\_\_\_| |

1. **Les causes de la corruption**

|  |
| --- |
| **Classez les causes suivantes de corruption par ordre d'importance:** ***Très important : 1 Important: 2 Moyen : 3   Pas Important : 4 Pas d’opinion : 9*** |
|  | Raison culturelle / pratique traditionnelle | |\_\_\_| |  |  | Absence de culture de mérite | |\_\_\_| |
|  | Pauvreté de la population | |\_\_\_| |  |  | Niveau des salaires des agents publics | |\_\_\_| |
|  | Méconnaissance du système de dénonciation | |\_\_\_| |  |  | Impunité des acteurs de la corruption | |\_\_\_| |
|  | Pertes des valeurs morales | |\_\_\_| |  |  | Appât du gain facile | |\_\_\_| |
|  | Lourdeur et complexité des procédures | |\_\_\_| |  |  | Faiblesse de l’Etat et prédominance du tribalisme et communautarisme | |\_\_\_| |
|  | Autre  | |\_\_\_| | Spécifier : …………………………………………. |

1. **La Justice**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Quelle est selon vous la forme de corruption la plus fréquente au sein du système judiciaire** ?***Pots de vin, commission : 1 Favoritisme, tribalisme : 2 Corruption extorsion : 3 Aucune : 4 Autre : 9  Si 9, Précisez :…………………………………………..***  | |\_\_\_| |
| **Gestion du personnel : Evaluez à quel degré les décisions relatives à la gestion, la politique et la réglementation du personnel dans votre institution sont** :***Non satisfaisant : 1 Moyennement satisfaisant : 2 Satisfaisant : 3  Très Satisfaisant : 4 Ne sait pas : 9*** |
|  | Formellement écrites et bien diffusées | |\_\_\_| |  |  | Simples, claires, faciles à comprendre | |\_\_\_| |
|  | Requiert un nombre excessif d’étapes administratives  | |\_\_\_| |  |  | Sont bien suivies | |\_\_\_| |
|  | Sont strictement appliquées (leur non respect aboutit toujours à des conséquences négatives pour les fauteurs) | |\_\_\_| |
|  | **Estimez vous que votre salaire est en adéquation avec le travail qui vous est confié**? ***Oui : 1 Non : 2***  | |\_\_\_| |
|  | **Certains de vos collègues exercent-ils un second emploi** ?***Oui, beaucoup : 1 Oui, quelques uns : 2 Non : 3 Ne souhaite pas répondre : 9*** | |\_\_\_| |
|  | **Sur une échelle de 1 à 5 comment évaluez-vous le degré de corruption en Mauritanie ?*****N’existe pas : 1 Très limitée : 2  Assez répandue : 3 Courante : 4 Très courante : 5*** | |\_\_\_| |
|  | **Sur une échelle de 1 à 5 comment évaluez-vous le degré de corruption dans le Secteur Public en Mauritanie ?*****N’existe pas : 1 Très limitée : 2  Assez répandue : 3 Courante : 4 Très courante : 5*** | |\_\_\_| |
|  | **Sur une échelle de 1 à 5 comment évaluez-vous le degré de corruption dans le Secteur de la Justice en Mauritanie ?*****N’existe pas : 1 Très limitée : 2  Assez répandue : 3 Courante : 4 Très courante : 5*** | |\_\_\_| |
| **Quelle est la part du revenu provenant des « cadeaux » et paiements officieux par rapport au revenu total pour** :***Plus de la moitié : 1 Environ la moitié : 2 Moins de la moitié : 3 Rien : 4*** |
|  | Vos supérieurs  | |\_\_\_| |  |  | Vos collègues du même rang que vous | |\_\_\_| |
|  | les subordonnés de vos collègues  | |\_\_\_| |  |  |  |  |
|  | **Les usagers de la Justice essaient-t-ils souvent de vous proposer des paiements officieux** ?  ***Oui : 1 Non : 2*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, sous quelle(s) forme(s)** ?***Argent : 1 Cadeaux : 2 Promesse de rétribution : 4 Autre : 9 Si 9, veuillez préciser : ………………………………………………….*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, pourquoi le plus souvent ?**  ***Accélérer les procédures judiciaires : 1 Détourner un jugement au profit de leur intérêt privé : 2 Acheter un poste dans l’appareil judiciaire : 3******Autre : 9 Si 9, veuillez préciser :……………………………………………………..*** | |\_\_\_| |

1. **Les Douanes**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Où travaillez-vous**?  ***Port de Nouakchott : 1 Port de Nouadhibou : 2 Douane de Rosso : 3 Autre : 9 Si 9, veuillez préciser : ……………………………………………..*** | |\_\_\_\_| |
|  | **Quelle est selon vous la forme de corruption la plus fréquente au sein du secteur douanier** ?***Pots de vin, commission : 1 Favoritisme, tribalisme : 2 Corruption extorsion : 3 Aucune : 4 Autre : 9   Si 9, Précisez :…………………………………………..***  | |\_\_\_| |
|  | **A quelle occasion les pratiques corruptives peuvent intervenir ?*****Dédouanement de marchandises : 1 Contrôle sur les routes : 2 Délivrances d’Attestations : 3 Agréments : 4 Autres : 9 Si 9, veuillez préciser : ……………………………………………..*** |  |
| **Gestion du personnel : Evaluez à quel degré les décisions relatives à la gestion, la politique et la réglementation du personnel dans votre institution sont** :***Non satisfaisant : 1 Moyennement satisfaisant : 2 Satisfaisant : 3  Très Satisfaisant : 4 Ne sait pas : 9*** |
|  | Formellement écrites et bien diffusées | |\_\_\_| |  |  | Simples, claires, faciles à comprendre | |\_\_\_| |
|  | Requiert un nombre excessif d’étapes administratives  | |\_\_\_| |  |  | Sont bien suivies | |\_\_\_| |
|  | Sont strictement appliquées (leur non respect aboutit toujours à des conséquences négatives pour les fauteurs) | |\_\_\_| |
|  | **Estimez vous que votre salaire est en adéquation avec le travail qui vous est confié**? ***Oui : 1 Non : 2***  | |\_\_\_| |
|  | **Certains de vos collègues exercent-ils un second emploi** ?***Oui, beaucoup : 1 Oui, quelques uns : 2 Non : 3 Ne souhaite pas répondre : 9*** | |\_\_\_| |
|  | **Sur une échelle de 1 à 5 comment évaluez-vous le degré de corruption en Mauritanie ?*****N’existe pas : 1 Très limitée : 2  Assez répandue : 3 Courante : 4 Très courante : 5*** | |\_\_\_| |
|  | **Sur une échelle de 1 à 5 comment évaluez-vous le degré de corruption dans le Secteur Public en Mauritanie ?  *N’existe pas : 1 Très limitée : 2  Assez répandue : 3 Courante : 4 Très courante : 5*** | |\_\_\_| |
|  | **Sur une échelle de 1 à 5 comment évaluez-vous le degré de corruption dans le Secteur de la Douane en Mauritanie ?  *N’existe pas : 1 Très limitée : 2  Assez répandue : 3 Courante : 4 Très courante : 5*** | |\_\_\_| |
| **Quelle est la part du revenu provenant des « cadeaux » et paiements officieux par rapport au revenu total pour** ?***Plus de la moitié : 1 Environ la moitié : 2 Moins de la moitié : 3 Rien : 4*** |
|  | Vos supérieurs  | |\_\_\_| |  |  | Vos collègues du même rang que vous | |\_\_\_| |
|  | les subordonnés de vos collègues  | |\_\_\_| |  |  |  |  |
|  | **Les usagers de la Douane essaient-t-ils souvent de vous proposer des paiements officieux** ?  ***Oui : 1 Non : 2*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, sous quelle(s) forme(s)** ?***Argent : 1 Cadeaux : 2 Promesse de rétribution : 4 Autre : 9 Si 9, veuillez préciser :...………………………………………………….*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, pourquoi le plus souvent ?** ***Délivrance d’attestations : 1 Dédouanement : 2 Délivrance d’agrément : 3 Autre : 9 Si 9, veuillez préciser:……………………………………………………*** | |\_\_\_| |

1. **Les impôts**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Quelle est selon vous la forme de corruption la plus fréquente au sein du secteur des Impôts ? *Pots de vin, commission : 1 Favoritisme, tribalisme : 2 Corruption extorsion : 3 Aucune : 4 Autre : 9  Si 9, Précisez :……………………*** | |\_\_\_| |
|  | **A quelle occasion les pratiques corruptives peuvent intervenir ?*****Impôts et taxes : 1 Délivrance d’attestation : 2 Enregistrement : 3 Service domanial (évaluation parcelles, constat de mise en valeur, vente aux enchères) : 4 Service cadastral (bornage, indication de parcelles…) : 5 Autres : 9 Si 9, veuillez préciser : ……………………………………………..*** |  |
| **Gestion du personnel : Evaluez à quel degré les décisions relatives à la gestion, la politique et la réglementation du personnel dans votre institution sont** :***Non satisfaisant : 1 Moyennement satisfaisant : 2 Satisfaisant : 3  Très Satisfaisant : 4 Ne sait pas : 9*** |
|  | Formellement écrites et bien diffusées | |\_\_\_| |  |  | Simples, claires, faciles à comprendre | |\_\_\_| |
|  | Requiert un nombre excessif d’étapes administratives  | |\_\_\_| |  |  | Sont bien suivies | |\_\_\_| |
|  | Sont strictement appliquées (leur non respect aboutit toujours à des conséquences négatives pour les fauteurs) | |\_\_\_| |
|  | **Estimez vous que votre salaire est en adéquation avec le travail qui vous est confié**? ***Oui : 1 Non : 2***  | |\_\_\_| |
|  | **Certains de vos collègues exercent-ils un second emploi** ?***Oui, beaucoup : 1 Oui, quelques uns : 2 Non : 3 Ne souhaite pas répondre : 9*** | |\_\_\_| |
|  | **Sur une échelle de 1 à 5 comment évaluez-vous le degré de corruption en Mauritanie ?*****N’existe pas : 1 Très limitée : 2  Assez répandue : 3 Courante : 4 Très courante : 5*** | |\_\_\_| |
|  | **Sur une échelle de 1 à 5 comment évaluez-vous le degré de corruption dans le Secteur Public en Mauritanie ?*****N’existe pas : 1 Très limitée : 2  Assez répandue : 3 Courante : 4 Très courante : 5*** | |\_\_\_| |
|  | **Sur une échelle de 1 à 5 comment évaluez-vous le degré de corruption dans le Secteur des Impôts en Mauritanie ?*****N’existe pas : 1 Très limitée : 2  Assez répandue : 3 Courante : 4 Très courante : 5*** | |\_\_\_| |
| **Quelle est la part du revenu provenant des « cadeaux » et paiements officieux par rapport au revenu total pour** :***Plus de la moitié : 1 Environ la moitié : 2 Moins de la moitié : 3 Rien : 4*** |
|  | Vos supérieurs  | |\_\_\_| |  |  | Vos collègues du même rang que vous | |\_\_\_| |
|  | les subordonnés de vos collègues  | |\_\_\_| |  |  |  |  |
|  | Les usagers de la Justice essaient-t-ils souvent de vous proposer des paiements officieux ? Oui : 1 Non : 2   | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, sous quelle(s) forme(s)** ?***Argent : 1 Cadeaux : 2 Promesse de rétribution : 4 Autre : 9 Si 9, veuillez préciser : ………………………………………………….*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, pourquoi le plus souvent ?**  ***Impôts et taxes : 1 Délivrance d’attestation : 2 Enregistrement : 3 Service domanial (évaluation parcelles, constat de mise en valeur, vente aux enchères) : 4******Service cadastral (bornage, indication de parcelles…) : 5 Autres : 9 Si 9, veuillez préciser : ……………………………………………..***  | |\_\_\_| |

1. **La lutte contre la corruption.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Selon vous existe-t-il une volonté politique réelle de lutter contre la corruption ? *Oui : 1 Non : 2*** | **|\_\_\_|** |
|  | **Quel est le niveau d’engagement du gouvernement dans la lutte contre la corruption ?  *Très engagé : 1 Engagé : 2 Pas très engagé : 3 Pas du tout engagé : 5 Pas d’opinion : 9*** | |\_\_\_| |
|  | **Quel est le niveau d’engagement de la société civile dans la lutte contre la corruption ? *Très engagée : 1 Engagée : 2 Pas très engagée : 3 Pas du tout engagée : 5 Pas d’opinion : 9*** | |\_\_\_| |
|  | **Considérez vous qu’il existe dans votre département une volonté sincère de lutter contre la corruption** ? ***Oui : 1 Non : 2*** | |\_\_\_| |
|  | **Pensez-vous que le gouvernement dispose de ressources suffisantes pour lutter contre la corruption ?  *Assez de ressources : 1 Besoin d’un peu plus de ressources : 2 Besoin de beaucoup de ressources : 3 Pas d’opinion : 9***  | |\_\_\_| |
|  | **Pour les années à venir, quelle évolution attendez-vous de la corruption**?  ***Augmentation : 1 Stagnation : 2 Baisse : 3 Ne sait pas : 9***  | |\_\_\_| |
|  | **Quelle sanction préconisez-vous pour les coupables de corruption ?** ***Perdre le travail et aller en prison : 1 Perdre le travail et payer une amende : 2*** ***Perdre le travail : 3 Payer une amende : 4 Pas d’opinion : 9***   | |\_\_\_| |
|  | **Savez-vous comment dénoncer la corruption** ? ***Oui : 1 Non : 2*** | |\_\_\_| |
|  | **Si oui, pensez vous que le système de dénonciation est effectif** ? ***Oui : 1 Non : 2*** | |\_\_\_| |
|  | **Quelle influence du système de dénonciation sur la lutte contre la corruption ?*****Pas d’influence : 1 Très faible : 2  Faible : 3 Moyen : 4  Grande : 5*** | **|\_\_\_|** |
|  | **Avez-vous connaissance d’une quelconque procédure ou d’un bureau qui reçoit les plaintes dénonçant des cas de corruption dans votre département** ? ***Oui : 1 Non : 2*** | **|\_\_\_|** |
|  | **Avez-vous connaissance de procédures d’investigation que votre département doit conduire en cas de dénonciation de cas de corruption**?***Oui : 1 Non : 2*** | **|\_\_\_|** |
|  | **Sauriez-vous nous les décrire brièvement ?................................................................****…………………………………………………………………………………………..** |
|  | **Quelles sont les entraves à la lutte contre la corruption ?**1…………………………………………………………………………………………2…………………………………………………………………………………………3………………………………………………………………………………………… |
|  | **Quel est votre engagement personnel dans la lutte contre la corruption** ?***Très engagé : 1 Engagé : 2 Pas très engagé : 3 Pas du tout engagé : 5 Pas d’opinion : 9*** | |\_\_\_| |
|  | **Auriez-vous peur de dénoncer un cas de corruption dont vous seriez témoin ? *Oui : 1 Non : 2 Si oui, pourquoi ?...........................................................*** | |\_\_\_| |
|  | **Quelles solutions préconisez-vous pour lutter contre la corruption ?*****De façon générale :…………………………………………………………………………………..******Pour le secteur de la Justice :………………………………………………………………………..******Pour le secteur des Douanes :……………………………………………………………………….******Pour le secteur des Impôts : …………………………………………………………………………*** |
|  | **Qu’est-ce qui peut vous empêcher de vous engager dans un processus de corruption ? Classer par ordre d’importance de 1 à 5 les raisons suivantes *Du n°1 : le plus important au n°5 : le moins important*** |  |
|  | **Religion** | |\_\_\_| |  |  | **Tradition** | |\_\_\_| |
|  | **Morale** | |\_\_\_| |  |  | **Sanction** | |\_\_\_| |
|  | **Economique** | |\_\_\_| |  |  |  |  |